PORTRAIT DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU NUNAVUT

AVEC UN REGARD SUR LA FRANCOPHONIE



Carrefour NUNAVUT



PORTRAIT DU MARCHÉ DU TRAVAIL AU NUNAVUT

AVEC UN REGARD SUR LA FRANCOPHONIE

Carrefour NUNAVUT

www.carrefournunavut.ca

867 979-2800

information@carrefournunavut.ca

723 Iglulik Drive, Iqaluit (Nunavut) X0A 3H0

Cette étude a été réalisée par le Carrefour Nunavut grâce au soutien financier d'Emploi et Développement social Canada, dans le cadre du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Volet de Services d'aide à l'emploi.

TABLE DES MATIÈRES

Sommaire exécutif	p.4
Avant-propos	p.10
Note Méthodologique	p.11
Note sur les limites	p.16
1. Contexte socioéconomique	p.19
2. Profil démographique	p.27
3. Marché du travail	p.33
4. Structure économique	p.41
5. Capital humain	p.50
6. Enjeux et défis	p.55
7. Francophonie et emploi	p.60
8. Perspectives et recommandations	p.65
Bibliographie et sources	p.74
ANNEXES	p.78

SOMMAIRE EXÉCUTIF

MANDAT ET MÉTHODOLOGIE

Cette étude a été réalisée par le Carrefour Nunavut, organisme francophone de développement économique, grâce au soutien financier d'Emploi et Développement social Canada, dans le cadre du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Volet de Services d'aide à l'emploi, afin de soutenir sa planification stratégique et le développement de ses services. L'analyse s'appuie exclusivement sur des sources secondaires officielles et vérifiables, collectées entre février et mai 2026 :

- Le Recensement de la population 2021 et les Faits saillants sur la langue française au Nunavut de Statistique Canada (2023);
- Les données du Guichet-Emplois d'EDSC (2024-2025);
- Les Comptes économiques provinciaux et territoriaux de Statistique Canada (6 novembre 2025);
- Les rapports annuels du gouvernement du Nunavut; le rapport du Conference Board du Canada (Thompson et Moroz, 2024);

Et la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL, 2024).

L'étude couvre huit axes d'analyse :

- Contexte socioéconomique,
- Profil démographique
- Marché du travail
- Structure économique
- Capital humain
- Enjeux et défis
- Francophonie et emploi
- Perspectives et recommandations.

LES CINQ CONSTATS CLÉS



- **UNE ÉCONOMIE EN FORTE CROISSANCE AUX RETOMBÉES LOCALES LIMITÉES.**

Le PIB réel du Nunavut a progressé de 6,9 % en 2024 ; la plus forte hausse au Canada. Pourtant, en 2019, les travailleurs hors territoire représentaient 34 % de la main-d'oeuvre et captaient 37 % des revenus d'emploi (Thompson et Moroz, 2024). La croissance bénéficie insuffisamment aux résidents nunavummiut.

- **UN MARCHÉ DU TRAVAIL DUAL ET PROFONDÉMENT INÉGAL.**

Le taux de chômage des Inuits atteignait 22,3 % en 2021, contre 3,1 % pour les non-Autochtones vivant sur le territoire. Le taux d'emploi inuit (40,3 %) est deux fois inférieur à celui des non-Autochtones (84,6 %). Cet écart structurel s'explique par des déficits de formation, l'isolement des communautés et les séquelles des politiques coloniales (Recensement 2021; Conference Board, 2024).

- **UNE CRISE DU LOGEMENT QUI PARALYSE LE MARCHÉ DU TRAVAIL.**

En 2021, 40,5 % des ménages nunavummiut avaient des besoins impérieux en matière de logement ; le taux le plus élevé au Canada (SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2024; Statistique Canada, Recensement 2021). Le logement est unanimement identifié comme le premier obstacle au recrutement et à la rétention de main-d'oeuvre qualifiée, y compris pour les enseignants francophones de la Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN).

- **UNE COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE DYNAMIQUE MAIS FRAGILISÉE**

Avec environ 630 personnes ayant le français comme première langue officielle parlée (PLOP) en 2021, la communauté francophone représente 1,7 % de la population. Elle a crû de 52 % entre 2001 et 2021, mais a légèrement reculé entre 2016 et 2021 (-130 personnes). L'absence de formation postsecondaire en français contraint les jeunes francophones à quitter le territoire (Statistique Canada, 2023).

- **DES RÉMUNÉRATIONS ÉLEVÉES QUI MASQUENT UN POUVOIR D'ACHAT LIMITÉ.**

La rémunération hebdomadaire moyenne au Nunavut est la plus élevée au Canada (1 911,61 $/semaine en décembre 2025, Statistique Canada, EERH). Cependant, les prix sont 2 à 3 fois plus élevés que dans le sud du Canada, et un appartement de deux chambres à Iqaluit coûtait en moyenne 2 736 $/mois en 2020, donnée la plus récente disponible à ce niveau de détail, avec une détérioration probable depuis (SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2020 ; données les plus récentes disponibles pour ce chiffre).

RECOMMANDATIONS PRIORITAIRES POUR CARREFOUR NUNAVUT

R1 - LOGEMENT - CONDITION PRÉALABLE	
Constat	En 2021, 40,5 % des ménages nunavummiut avaient des besoins impérieux en matière de logement, le taux le plus élevé au Canada (SCHL, 2024). Premier obstacle au recrutement dans tous les secteurs
Recommandation	Plaider pour que la Stratégie Nunavut 3 000 et Igluvut Corporation réservent des unités aux travailleurs des secteurs prioritaires francophones. Établir un partenariat formel avec la Société d'habitation du Nunavut.
Cible	Gouvernement du Nunavut, SCHL, Igluvut Corporation
Indicateur	Nombre d'unités réservées aux travailleurs francophones; taux de rétention du personnel CSFN
R2 - FORMATION POSTSECONDAIRE EN FRANÇAIS	
Constat	Aucune offre diplômante en français après le secondaire au Nunavut. Les jeunes diplômés de l'École des Trois-Soleils quittent le territoire.
Recommandation	Négocier des ententes avec des institutions francophones (U. d'Ottawa, UQAM, U. de Moncton, établissements postsecondaires francophones en milieu minoritaire (dont l'Université d'Ottawa, l'UQAM, l'Université de Moncton)) pour des programmes à distance. Renforcer le Centre de formation Qaujimaniq (CFQ).
Cible	Gouvernement fédéral (EDSC, PCH), institutions postsecondaires francophones
Indicateur	Nombre de programmes à distance disponibles en français; taux de rétention des jeunes francophones

R3 - IMMIGRATION FRANCOPHONE CIBLÉE

Constat	Seulement 56 immigrants au Nunavut en 2024 (Guichet Emploi, 2024). Le Carrefour Nunavut reçoit des clients unilingues français difficiles à intégrer sans appui renforcé.
Recommandation	Obtenir un financement accru pour le Carrefour Nunavut afin d'intensifier l'accompagnement à l'installation, la recherche d'emploi et l'intégration. Développer des programmes de jumelage et d'accompagnement pour les nouveaux arrivants.
Cible	EDSC, Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada, Gouvernement du Nunavut
Indicateur	Nombre d'immigrants francophones accompagnés; taux de rétention après 12 mois

R4 - SERVICES EN FRANÇAIS DANS LE MILIEU DE TRAVAIL

Constat	Seulement 295 travailleurs (2,5 %) utilisaient le français régulièrement au travail en 2021. Droits linguistiques sous-appliqués. **SIGNIFICATION STRATÉGIQUE DE CE CHIFFRE** Les 295 travailleurs francophones (2,5 % de la main-d'œuvre) quantifient à la fois l'étendue actuelle du marché des services en français au Nunavut et son potentiel de croissance considérable. Avec seulement 0,6 % de la main-d'œuvre utilisant le français comme langue principale de travail, il existe une marge importante conditionnelle à l'augmentation des postes désignés bilingues et au renforcement des services d'employabilité offerts par le Carrefour Nunavut (Statistique Canada, Recensement 2021, produit 89-657-X2023010).
Recommandation	Plaider pour l'augmentation des postes désignés bilingues dans la fonction publique territoriale. Documenter et diffuser les obligations légales des employeurs en matière de services en français
Cible	Gouvernement du Nunavut, institutions fédérales au Nunavut
Indicateur	Nombre de postes bilingues créés; plaintes linguistiques résolues

R7 - DONNÉES ET RECHERCHE SUR LA FRANCOPHONIE	
Constat	Absence de données désagrégées robustes sur le marché du travail francophone du Nunavut. Limite la capacité de plaidoyer basé sur des preuves.
Recommandation	Mettre en place un mécanisme annuel de collecte de données sur les usagers des services en français (Carrefour Nunavut, RESEFAN, CSFN, Petits Naanooks, École des Trois-Soleils/CSFN). Demander à Statistique Canada des données désagrégées sur les francophones du territoire.
Cible	Statistique Canada, Gouvernement fédéral (PCH)
Indicateur	Publication annuelle d'un tableau de bord de la francophonie nunavummiut

IMPLICATIONS POUR LES PROGRAMMES FÉDÉRAUX

PROGRAMME FÉDÉRAL	IMPLICATION POUR CARREFOUR NUNAVUT
Langues officielles dans l'enseignement (PCH)	Financer l'École des Trois-Soleils et développer l'offre postsecondaire en français au Nunavut
Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ - EDSC)	Cibler les jeunes francophones nunavummiut de 15-30 ans; financer le Carrefour Nunavut pour leur accompagnement
Programme des langues officielles (EDSC)	Augmenter le financement du Carrefour Nunavut pour les services d'employabilité en français
Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones (PFCEA)	Développer des formations bilingues (français-inuktitut) adaptées aux réalités nunavummiut
Fonds pour accélérer la construction de logements (SCHL)	Conditionner les investissements à la réservation d'unités pour les travailleurs des secteurs en pénurie
Nutrition Nord Canada (RCAANC)	Examen externe en cours (Aluki Kotierk, nommée en février 2025 par RCAANC) : plaider pour améliorer l'accessibilité alimentaire et le bien-être des travailleurs francophones
Immigration francophone hors Québec (IRCC)	Développer un volet nordique ciblant les profils en demande au Nunavut; financer l'accueil et l'intégration via le Carrefour Nunavut

AVANT-PROPOS

Le Carrefour Nunavut est un organisme francophone de développement économique du Nunavut. Sa mission est d'accompagner les chercheurs d'emploi francophones et les employeurs du territoire dans leurs démarches d'intégration et de recrutement, dans un territoire vaste, isolé et profondément ancré dans la culture inuite.

Dans ce contexte particulier, comprendre le marché du travail est une nécessité stratégique pour le Carrefour Nunavut. En documentant les réalités économiques du territoire et les conditions spécifiques auxquelles font face les travailleurs francophones, cette étude vise à outiller l'organisme et ses usagers dans ses démarches d'accompagnement, de planification et de représentation auprès des gouvernements territorial et fédéral.

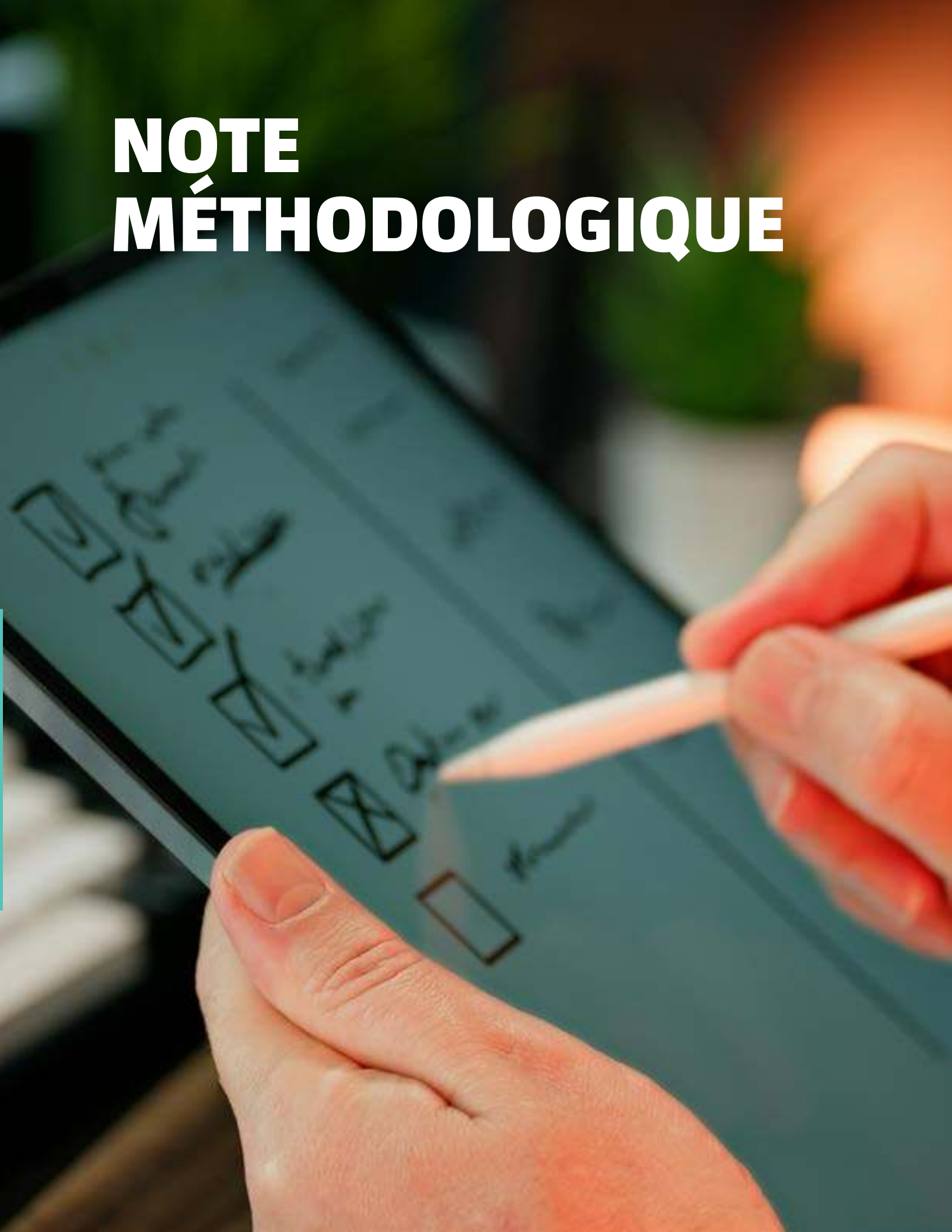
MISSION ET VISION DU CARREFOUR NUNAVUT

« Être un guichet unique de services pour la communauté francophone et nunavoise, en soutenant les personnes, les organismes et les entreprises afin de contribuer pleinement au développement économique et social du Nunavut. »

Cette mission repose sur la fierté francophone, l'excellence, l'engagement communautaire, l'ouverture et l'innovation. Elle oriente les actions du Carrefour Nunavut et renforce son rôle de partenaire essentiel auprès de la communauté et de ses acteurs économiques.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE



1. APPROCHE RETENUE

Ce portrait du marché du travail repose sur une approche par revue documentaire et analyse statistique secondaire. Il n'a pas été jugé nécessaire de procéder à une collecte de données primaires (entretiens, sondages), compte tenu de la richesse et de l'exhaustivité des sources secondaires officielles disponibles pour documenter les réalités du marché du travail nunavummiut. Des guides d'entretien avaient été préparés à titre préventif, mais les contraintes de délais et la qualité des données disponibles ont rendu leur utilisation non nécessaire.

Source	Description et pertinence
Statistique Canada - Recensement 2021	Données démographiques, linguistiques, de scolarité et d'emploi. Principale source pour les indicateurs francophones.
Statistique Canada - EPA (tableau 14-10-0292-01)	Taux de chômage, d'activité et d'emploi pour les territoires. Données mensuelles et annuelles.
Statistique Canada - EERH (tableau 14-10-0022-01)	Rémunération hebdomadaire moyenne par territoire. Données mensuelles jusqu'en déc. 2025.
Statistique Canada - Comptes économiques provinciaux et territoriaux (6 novembre 2025)	PIB réel par province et territoire pour 2024. Données les plus récentes disponibles.
Statistique Canada - Faits saillants sur la langue française au Nunavut (2023)	Données linguistiques désagrégées pour la communauté francophone. Source principale pour la section 7.
Guichet-Emplois (EDSC) - Analyse du marché du travail, territoires, 2024-2025	Données sur l'emploi, les secteurs, les tendances et les pénuries au Nunavut.
Gouvernement du Nunavut - Rapport annuel sur le salaire minimum 2024	IPC Iqaluit, historique du salaire minimum territorial.
Thompson et Moroz, Conference Board du Canada (décembre 2024)	Analyse comparative des marchés du travail au Nunavut. Source clé pour les indicateurs Inuits/non-Autochtones.
SCHL - Rapport sur le logement dans le Nord (2024)	Données sur le logement, la surpopulation et les besoins impérieux au Nunavut.
EDSC - Rapport de contrôle de l'assurance-emploi (2024)	Tendances du marché du travail territorial et indicateurs d'emploi.

3. PÉRIODE DE RÉALISATION

La collecte de données et la rédaction ont été réalisées entre février et mai 2026. Les données utilisées sont les plus récentes disponibles à cette date. Pour les indicateurs disponibles uniquement via le Recensement de 2021 (données linguistiques, scolarité, composition ethnique), il est précisé dans le texte qu'il s'agit des données les plus récentes disponibles, le Recensement de 2026 n'ayant pas encore été publié.



PROGRAMMES FÉDÉRAUX PERTINENTS POUR LE NUNAVUT

Le gouvernement fédéral offre plusieurs programmes d'emploi et de formation directement pertinents pour le marché du travail nunavummiut.

Le Carrefour Nunavut agit comme organisme de première ligne pour orienter les chercheurs d'emploi francophones vers ces ressources.



Programme	Organisme responsable	Pertinence pour le Nunavut francophone
Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ)	EDSC	Financement de placements en emploi pour les jeunes de 15 à 30 ans. Pertinent pour les jeunes nunavummiut francophones qui peinent à intégrer le marché formel.
Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones (PFCEA)	EDSC / Services aux Autochtones Canada	Financement de formation adaptée aux populations autochtones. Potentiel de développement de formations bilingues français-inuktitut.
Programme des langues officielles dans l'enseignement (PLOE)	Patrimoine canadien	Financement de l'éducation en français au Nunavut (École des Trois-Soleils, CSFN). Directement lié à la rétention des enseignants francophones.
Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire (FH-CLOSM)	EDSC	Finance des organismes comme le Carrefour Nunavut pour l'employabilité des francophones en milieu minoritaire.
Programme de soutien aux langues officielles (PSLO)	Patrimoine canadien	Soutient les activités communautaires et culturelles des CLOSM, incluant le Carrefour Nunavut, RESEFAN, Franco-Centre.
Services d'aide à l'emploi (SAE)	EDSC	Programme d'aide à l'intégration des immigrants. Le Carrefour Nunavut peut être mandataire pour les immigrants francophones au Nunavut.
Fonds pour accélérer la construction de logements	SCHL	Investissements dans le logement abordable. Impact direct sur la capacité de rétention des travailleurs au Nunavut.
Initiative de mise en oeuvre de l'Accord du Nunavut (IMAN)	EDSC / Relations Couronne-Autochtones	Finance les programmes d'emploi inuit (PAPI, Tuglirijavut). Complémentaire aux services du Carrefour Nunavut.

Source : Gouvernement du Canada, EDSC (canada.ca/fr/emploi-developpement-social); Patrimoine canadien (canada.ca/fr/patrimoine-canadien); IRCC (canada.ca/fr/immigration-refugies-citoyennete).

Ce portrait du marché du travail constitue un outil de référence pour les décideurs, les partenaires communautaires, les chercheurs d'emploi francophones et toute personne souhaitant s'établir au Nunavut. Il s'appuie sur les données les plus récentes disponibles, notamment le Recensement de la population de 2021 de Statistique Canada, les données du Guichet-Emplois d'Emploi et Développement social Canada (EDSC), ainsi que les publications du gouvernement du Nunavut

NOTE SUR LES LIMITES MÉTHODOLOGIQUES

Avant de plonger dans l'analyse, il importe d'identifier les limites inhérentes à ce type de portrait. Ces limites sont importantes à considérer pour une lecture juste et rigoureuse des données présentées.

LIMITES DES DONNÉES STATISTIQUES DISPONIBLES

- **Données insuffisamment désagrégées :**
  La plupart des statistiques territoriales sur le marché du travail combinent les trois territoires (Nunavut, Territoires du Nord-Ouest, Yukon), ce qui rend difficile l'isolement précis des données propres au Nunavut. Les données de l'EPA pour le Nunavut sont publiées sous forme de moyennes combinées avec les deux autres territoires (tableau 14-10-0292-01), ce qui limite leur désagrégation au niveau territorial.

- **Données de recensement décalées dans le temps:**
  Le dernier recensement complet date de 2021. Si les tendances dégagées restent pertinentes, certaines réalités ont pu évoluer significativement depuis, notamment en raison des fluctuations du marché minier, des changements politiques et des impacts post-pandémiques.

CONTEXTE GÉOPOLITIQUE ET NORDIQUE ACTUEL (2024-2026)

- **Défense et présence militaire.**
  Le 6 mars 2025, le gouvernement fédéral a annoncé qu'Iqaluit, Inuvik et Yellowknife accueilleront les premiers carrefours de soutien opérationnel du Nord, dans le cadre d'un investissement de 2,67 milliards de dollars sur 20 ans (ministère de la Défense nationale, 6 mars 2025). En décembre 2025, Ottawa a également annoncé un partenariat stratégique avec Télésat et MDA Space pour renforcer les communications militaires par satellite dans l'Arctique (gouvernement du Canada, décembre 2025). Ces investissements génèrent une demande accrue en personnel spécialisé, ingénieurs, techniciens, agents de sécurité et personnel de soutien et représentent une opportunité concrète d'emploi à Iqaluit et dans les communautés nordiques.
  Bonification majeure annoncée le 12 mars 2026. Le premier ministre Mark Carney a annoncé à Yellowknife un plan de plus de 40 milliards de dollars pour défendre, bâtir et transformer le Nord, dont 32 milliards de dollars pour les emplacements d'opérations avancés de Yellowknife, d'Inuvik et d'Iqaluit et la base de la 5e Escadre Goose Bay. Ce plan prévoit aussi, avec un financement de 2,67 milliards de dollars, quatre nouvelles installations :

deux centres principaux à Whitehorse (Yukon) et à Resolute Bay (Nunavut), ainsi que deux installations plus petites, appelées nœuds de soutien aux opérations, à Cambridge Bay et à Rankin Inlet (Nunavut). Ces sites complètent les trois carrefours déjà annoncés en mars 2025 à Iqaluit, Inuvik et Yellowknife. Un montant de 294 millions de dollars vise en outre les aéroports arctiques, notamment la réfection de la piste de Rankin Inlet et l'aéroport d'Inuvik (cabinet du premier ministre, 12 mars 2026). Cette bonification accentuera fortement la demande de main-d'œuvre en construction, logistique et services de soutien au Nunavut au cours des prochaines années.

- **Relations Canada-États-Unis et tourisme intérieur.**
  Les tensions commerciales entre le Canada et les États-Unis, marquées par l'imposition de tarifs douaniers de 25 % depuis février 2025, ont modifié les habitudes de voyage des Canadiens. Les voyages intérieurs ont généré plus des trois quarts de la demande touristique totale au Canada en 2024, et les tensions commerciales accentuent cette tendance (RBC Économique, mai 2025). Les dépenses liées au tourisme au Canada devraient augmenter de 2 % à 4 % en 2025, portées principalement par la hausse des voyages intérieurs (TD Economics, juin 2025). Pour le Nunavut, ce contexte représente une opportunité de développement du tourisme arctique, avec des retombées potentielles en matière d'emploi pour les guides, les opérateurs d'hébergement et les prestataires de services culturels.

- **Souveraineté arctique.**
  Le ministre de la Défense nationale a souligné en mai 2024 une activité accrue de la Russie dans les approches aériennes canadiennes et une présence croissante de navires de surveillance chinois dans l'Arctique (ministère de la Défense nationale, mai 2024). Ce contexte de souveraineté arctique renforcée place le Nunavut au cœur des priorités stratégiques du Canada et devrait se traduire par des investissements durables en infrastructure, en emploi et en formation sur le territoire, créant de nouvelles opportunités pour les nunavummiut

- **Sous-représentation des communautés hors d'Iqaluit**
  La grande majorité des données disponibles concernent principalement Iqaluit, la capitale. Les 24 autres communautés du territoire toutes isolées et accessibles uniquement par avion sont rarement documentées de façon individuelle, alors que leurs réalités économiques peuvent différer substantiellement de celles de la capitale.

Limites spécifiques aux données sur la francophonie

- **Définition variable de « francophone »** :
  La définition de « francophone » n'est pas univoque : selon le critère retenu, langue maternelle, première langue officielle parlée (PLOP), langue parlée à la maison ou langue de travail, la population francophone du Nunavut est estimée entre 520 personnes et 1 450 personnes. Cet écart reflète la diversité des profils linguistiques au sein de la communauté et la complexité inhérente à toute mesure de l'appartenance francophone en contexte minoritaire nordique. ». Cette étude utilise principalement la PLOP, conformément aux pratiques de Statistique Canada pour les communautés en situation minoritaire (Statistique Canada, Faits saillants sur la langue française au Nunavut, 2021, produit n° 89-657-X.).
- **Absence de données longitudinales robustes sur l'emploi francophone** : Aucune source publiquement disponible ne documente de façon longitudinale les trajectoires d'emploi des francophones au Nunavut. Les données disponibles offrent une photographie à un moment donné plutôt qu'une analyse dynamique.

Limites conceptuelles

- **Économie formelle vs informelle :** Au Nunavut, l'économie est mixte (Thompson et

Moroz, 2024) : la plupart des ménages inuits combinent revenus d'emploi salarial et activités traditionnelles chasse, pêche, artisanat), ces dernières n'étant pas captées par les statistiques officielles sur l'emploi

- **Poids économique de l'économie informelle.** La vaste majorité des Inuits de 25 à 54 ans vivant dans l'Inuit Nunangat (85 %) participent régulièrement à des activités de chasse, de pêche, de cueillette ou de création artistique (Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones, 2019). Sur le plan économique, la valeur de l'économie de récolte est estimée à environ 40 millions de dollars par année, et les arts et l'artisanat inuits génèrent environ 37,3 millions de dollars (RCAANC, 2015), soit une contribution économique annuelle d'environ 70 à 80 millions de dollars qui échappe entièrement aux statistiques officielles du marché du travail.
- **Impact sur les taux d'emploi officiels.** Les taux d'activité et d'emploi officiels qui n'enregistrent que l'emploi salarié déclaré sous-estiment donc structurellement la participation économique réelle de la population inuite. Un Inuit qui chasse pour nourrir sa famille et vend des sculptures est économiquement actif, même s'il apparaît comme « inactif » dans les statistiques de l'EPA. La compréhension des expériences sur le marché du travail des Inuits ne constitue qu'un aspect de l'économie diversifiée des Inuits (Statistique Canada, 2019).
- **Structure économique formelle.** L'économie formelle du Nunavut repose sur deux piliers : le secteur public et les industries extractives. En 2021, 32 % des emplois relevaient de l'administration publique, 12 % des services d'enseignement et 10 % des soins de santé (Thompson et Moroz, 2024, p. 8). Le secteur minier représente la principale source de croissance du PIB réel (+6,9 % en 2024, selon Statistique Canada, Comptes économiques, 6 novembre 2025), même si une contraction de 0,8 % est prévue en 2025 en raison des incertitudes commerciales. Cette dualité économie informelle inuite et économie formelle dominée par le secteur public et les mines est essentielle pour comprendre les dynamiques réelles d'employabilité au Nunavut.
- **Mobilité de la main-d'œuvre** : Une portion significative de travailleurs au Nunavut est constituée de travailleurs en rotation (« fly-in fly-out »), notamment dans les mines. En effet 82 % des travailleurs du secteur minier et 61 % de ceux de la construction en 2019 (Thompson et Moroz, 2024) proviennent de l'extérieur du territoire. Ces travailleurs sont comptabilisés dans les statistiques du territoire mais ne résident pas de façon permanente, ce qui peut biaiser certains indicateurs.



NOTE MÉTHODOLOGIQUE IMPORTANTE

Sauf indication contraire, les données sur le marché du travail utilisées dans cette étude proviennent des sources suivantes :

- Statistique Canada ; Recensement de 2021 et Enquête sur la population active (EPA) ;
- Guichet-Emplois - Analyse du marché du travail, territoires, 2024-2025 ;
- Gouvernement du Nunavut - Rapport annuel sur le salaire minimum 2024;
- et Faits saillants sur la langue française au Nunavut, Statistique Canada, 2023

1. Contexte socio-économique



1.1 CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DU TERRITOIRE

Le Nunavut dont le nom signifie « notre terre » en inuktitut est le plus vaste, le plus septentrional et le plus récent des territoires du Canada. Créé le 1er avril 1999 par scission des Territoires du Nord-Ouest, il représente l'aboutissement d'une longue démarche de revendication territoriale menée par les Inuits de l'Arctique.

Superficie

Avec plus de 2 millions de km² (soit environ 20 % de la masse terrestre canadienne), le Nunavut est la plus grande division administrative du Canada. Sa densité de population n'est que de 0,02 habitant par km², l'une des plus faibles densités habitées au monde.

Organisation territoriale

Le territoire est divisé en trois régions administratives : Qikiqtaaluk (île de Baffin, à l'est), Kivalliq (centre-ouest, sur la baie d'Hudson) et Kitikmeot (région centrale de l'Arctique). Il comprend 25 communautés officiellement reconnues, dont 16 communautés comptaient moins de 1 500 habitants et 5 moins de 500 personnes en 2021 (Thompson et Moroz, 2024).

La capitale, Iqaluit (anciennement Frobisher Bay), sur l'île de Baffin, est la seule agglomération d'envergure avec près de 8 000 habitants. Elle concentre l'essentiel de l'administration gouvernementale, des services spécialisés et de l'activité économique formelle.

Environ

2 M km²
Superficie

41 830
Population
(1er juill. 2025)

25
Communautés

04
Langues
officielles



L'accès se fait exclusivement par **voie aérienne**

De façon saisonnière, par **voie maritime**



Accessibilité

Le Nunavut est le seul territoire canadien sans aucun lien routier avec le reste du pays ni entre ses propres communautés. L'accès se fait exclusivement par voie aérienne ou, de façon saisonnière, par voie maritime. Cette réalité détermine profondément l'économie, le coût de la vie et le marché du travail territorial.

Langues officielles

Le Nunavut reconnaît quatre langues officielles : l'inuktitut, l'inuinnaqtun (deux variantes de la langue inuite), l'anglais et le français. C'est le seul territoire canadien où les langues autochtones jouissent d'un tel statut officiel, reflétant la réalité culturelle d'une majorité inuite.

1.2 SPÉCIFICITÉS ÉCONOMIQUES ET GÉOGRAPHIQUES

L'économie du Nunavut présente un profil unique au Canada, façonné par l'isolement géographique, la composition de la population et les ressources naturelles disponibles.

1.2.1 Ressources naturelles et industries extractives

Le secteur minier constitue le moteur économique le plus dynamique du territoire. En 2024, le PIB réel du Nunavut a progressé de 6,9 %, la plus forte hausse parmi toutes les provinces et territoires canadiens après une croissance de 3,8 % en 2023 (Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux, mai 2025). Cette performance est largement attribuable à l'essor de la production minière.



Principaux acteurs et projets miniers au Nunavut (2024-2026)

Ressource	Acteur principal	Localisation	Situation 2024-2026
Or	Agnico Eagle Complexe Meadowbank / Amaruq	Région de Kivalliq (nord de Baker Lake)	504 719 oz d'or produites en 2024; 1 831 employés; fermeture prévue en 2028, sous révision (Nunatsiaq News, avril 2025)
	Agnico Eagle Mine Meliadine	Région de Kivalliq (près de Rankin Inlet)	378 886 oz d'or produites en 2024; 1 558 employés; fermeture prévue en 2032 (Nunatsiaq News, avril 2025)
	Trilogy Metals Projet Back River (Anuri)	Région de Kitikmeot	Démarrage reporté en 2024; production inférieure aux prévisions; projet en développement actif
Minerai de fer	Baffinland Iron Mines Mine Mary River	Région de Qikiqtaaluk (nord de l'île de Baffin	Plus grand employeur privé du territoire; contribue à environ 25 % du PIB territorial; production réduite à 4,2 Mt/an en 2025 en attente du projet Steensby (WWF-Canada, 2024; CBC, oct. 2024)
	Baffinland Iron Mines Projet ferroviaire Steensby	Île de Baffin	Projet de 5,7 G$; triplerait la production à 18 Mt/an; construction prévue à partir de 2026; environ 2 250 emplois au pic; 800 à 1 200 emplois permanents (CBC, janv. 2026)
Métaux critiques	Divers promoteurs	Plusieurs régions	Projets en phase d'exploration; positionnement stratégique dans la chaîne d'approvisionnement des technologies propres

Sources : Nunatsiaq News (avril 2025); CBC News (octobre 2024, janvier 2026); WWF-Canada (2024); Agnico Eagle, rapports trimestriels 2024; Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 6 novembre 2025.

Note : Contrairement aux Territoires du Nord-Ouest (mines Ekati et Diavik), le Nunavut ne compte pas de mine de diamants en exploitation active à ce jour.



1.2.2 Économie traditionnelle et culturelle

Parallèlement à l'économie formelle, les activités traditionnelles inuites jouent un rôle central dans la vie économique et sociale des communautés. La chasse (caribou, phoque, béluga), la pêche commerciale et de subsistance, ainsi que l'artisanat (sculpture sur pierre, travail de l'ivoire, couture traditionnelle) constituent des pratiques à la fois culturelles et économiques profondément ancrées dans la vie quotidienne. En 2017, 93 % des Inuits du Nunavut en âge de travailler qui ont participé à des activités liées aux ressources ont déclaré le faire à des fins personnelles ou familiales, et une personne sur quatre a indiqué être motivée par des considérations financières (Arriagada et Bleakney, 2019).

La plupart des ménages inuits au Nunavut combinent revenus d'emploi salarial et revenus tirés de ces activités traditionnelles, formant ce que le Conference Board du Canada qualifie d'« économie mixte » (Thompson et Moroz, 2024). Ces activités, qui ne sont pas captées par les statistiques officielles sur l'emploi, sont essentielles à la sécurité alimentaire, à l'identité culturelle et à la cohésion sociale des communautés inuites (Inuit Tapiriit Kanatami, Social Determinants of Inuit Health in Canada, 2014). Leur prise en compte dans toute analyse du marché du travail nunavummiut, est indispensable pour éviter une lecture tronquée de la réalité.

1.2.3 Coût de la vie et contraintes économiques

L'éloignement géographique engendre des surcoûts considérables dans tous les aspects de la vie quotidienne. Les prix au Nunavut sont généralement 2 à 3 fois plus élevés que dans le sud du Canada pour les biens de consommation courants. Cette situation peut avoir des conséquences importantes sur la qualité de vie des résidents, notamment en augmentant la pression financière sur les ménages et en compliquant l'installation des nouveaux arrivants.

INDICATEURS DU COÛT DE LA VIE AU NUNAVUT.

Indicateur	Nunavut	Référence / Canada	Source
IPC annuel moyen 2024	+1,6 %	+2,4 % (Canada) / +2,1 % en 2025	Gouv. Nunavut, Rapport salaire minimum 2024; Statistique Canada, Revue annuelle IPC 2024
Rémunération hebdomadaire moyenne (août 2025)	1 818 $/sem. (environ 94 552 $/an) 1er au Canada	1 312 $/sem. (environ 68 224 $/an)	Statistique Canada, EERH, tableau 14-10-0022-01 (oct. 2025)
Prix des œufs (18 gros), Kinngait, fév. 2024	7,99 $ (avec subvention NNC) >14 $ sans subvention	Non comparable (subvention exclusive aux communautés nordiques isolées)	Gouvernement du Canada, Comité permanent INAN, mai 2024
Prix du lait (4 litres), Igloolik	5,69 $ (avec subvention NNC) >42 $ sans subvention	-	Gouvernement du Canada, Comité permanent INAN, mai 2024
Budget Nutrition Nord Canada 2024-2025	-	Augmentation d'environ 5 %/an	nutritionnorthcanada.gc.ca
Répercussion de la subvention NNC aux consommateurs	Environ 0,67 $ par dollar reçu par les détaillants	Objectif gouvernemental : 1,00 $	Université de Toronto, 2024, cité dans La Presse, nov. 2024

Sources complètes : Gouvernement du Nunavut, Rapport annuel sur le taux de salaire minimum 2024 (assembly.nu.ca); Statistique Canada, Indice des prix à la consommation Revue annuelle 2024 (21 janv. 2025); Statistique Canada, EERH, tableau 14-10-0022-01; Gouvernement du Canada, Comparution devant le Comité INAN, Nutrition Nord Canada (8 mai 2024); nutritionnorthcanada.gc.ca; La Presse, « Des prix exorbitants pour des aliments malgré des subventions fédérales » (26 nov. 2024).

Note : Les prix des aliments illustrent l'écart avec et sans la subvention du programme Nutrition Nord Canada (NNC). Ces exemples proviennent de témoignages devant le Comité permanent des affaires autochtones et du Nord (INAN) en mai 2024 et reflètent des communautés spécifiques. Les prix peuvent varier selon les communautés et les saisons. Le programme NNC fait l'objet d'un examen externe dirigé par Aluki Kotierk (nommée en février 2025 par RCAANC), avec un rapport prévu pour l'été 2025

Le programme fédéral Nutrition Nord Canada, qui subventionne le transport des aliments vers les communautés nordiques isolées, tente d'atténuer partiellement ces disparités, mais ses effets sont jugés insuffisants par de nombreuses parties prenantes et la sécurité alimentaire reste un enjeu majeur.





2. Profil démographique

2.1 CARACTÉRISTIQUES DES POPULATIONS

Selon le Recensement de 2021, le Nunavut comptait 36 858 habitants, soit une augmentation de 2,5 % par rapport à 2016 (Statistique Canada, Recensement 2021). La population est estimée à 41 830 personnes au 1er juillet 2025 selon les estimations démographiques annuelles de Statistique Canada. C'est la subdivision territoriale la moins densément peuplée du pays, avec une densité d'environ 0,02 habitant par km².

2.1.1 Composition ethnique

La population autochtone représente 85,8 % de la population totale (31 390 personnes), dont la quasi-totalité est Inuite. Le Nunavut est la seule subdivision territoriale canadienne où les autochtones constituent le groupe majoritaire de la population.

Groupe	Population	Proportion
Inuits	31 050 personnes	84,4 % de la pop. totale
Autres autochtones	340 personnes environ	0,9 % environ
Population non autochtone	5 500 personnes environ	14,7 % environ

Source : Statistique Canada, Recensement de la population 2021; Bureau des statistiques du Nunavut, 2024.



La région de Baffin (Qikiqtaaluk) est la plus peuplée, regroupant 53 % de la population du territoire en 2021, suivie de la région de Kivalliq (30 %) et de la région de Kitikmeot (18 %).

À Iqaluit, seulement 54 % des résidents se déclaraient Inuits en 2021, comparativement à 89 % dans la région de Kitikmeot et 92 % dans la région de Kivalliq (Thompson et Moroz, 2024).

2.1.2 Immigration internationale

Le Nunavut attire très peu d'immigrants internationaux. En 2021, seulement 1 165 résidents (3,2 %) étaient nés à l'extérieur du Canada. En 2024, 56 immigrants sont arrivés au territoire, soit une hausse de 24,4 % par rapport à 2023, mais un chiffre modeste comparativement aux autres territoires (895 au Yukon, 366 dans les TNO) (Guichet-Emplois, Analyse du marché du travail - Territoires, 2024).

Plusieurs facteurs expliquent cette faible attractivité : le climat arctique extrême, l'éloignement géographique, le coût de la vie très élevé, le manque d'infrastructures et la difficulté à trouver un logement. Ces obstacles freinent le développement d'une main-d'œuvre internationale diversifiée, aggravant les pénuries dans les secteurs en demande (santé, éducation, métiers spécialisés).

Cette faible immigration a des conséquences directes sur le développement du territoire : elle accentue les pénuries de main-d'œuvre, limite la diversification économique et restreint la croissance de la communauté francophone. Sans stratégie d'attraction et de rétention ciblée, le Nunavut risque de rester dépendant des travailleurs en rotation courte durée recrutés hors territoire.

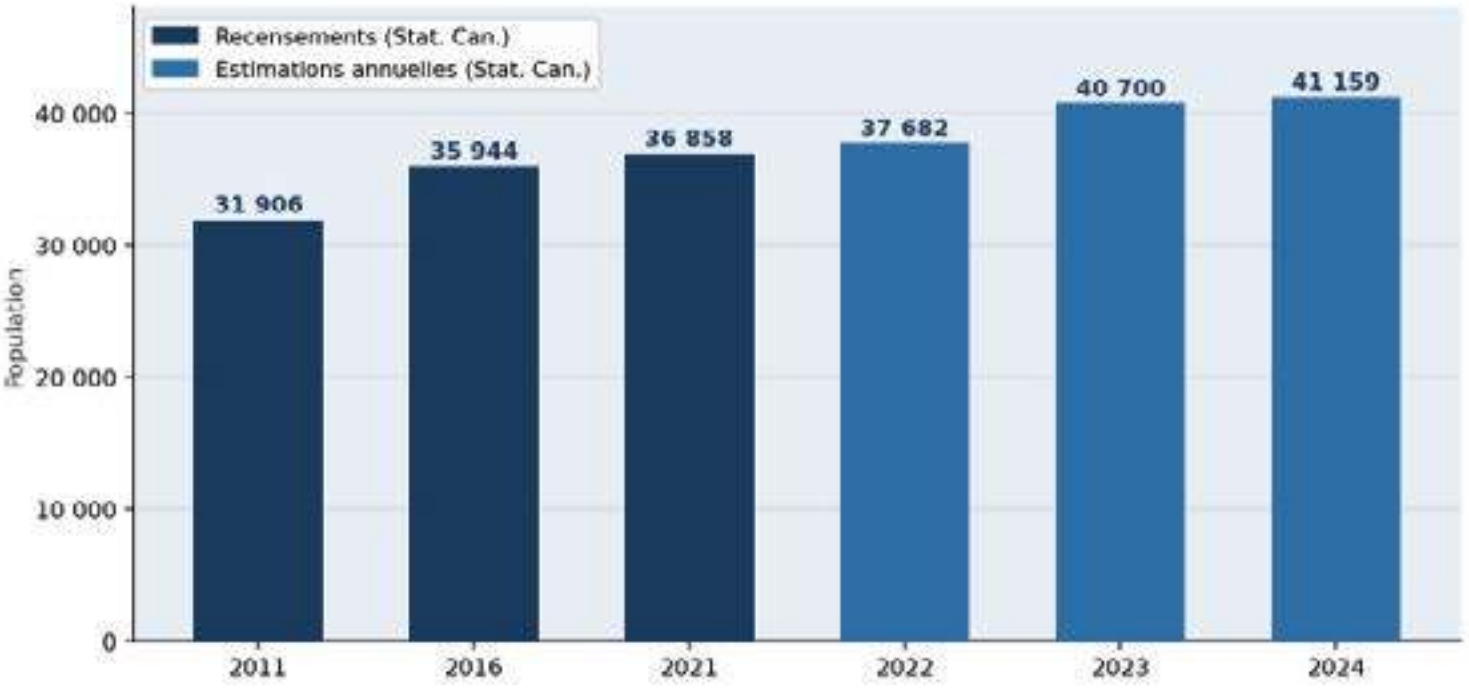
2.2 ÉVOLUTION DE LA POPULATION

La croissance démographique du Nunavut est soutenue, portée principalement par un taux de natalité élevé. En 2020, on comptait 2,34 enfants/femme (2024), 1er au Canada (Stat. Can., sept. 2025) au Nunavut, contre 1,4 dans le reste du Canada (Thompson et Moroz, 2024).

Période	Population	Variation
Recensement 2011	31 906	-
Recensement 2016	35 944	+12,7 %
Recensement 2021	36 858	+2,5 %
Estimation 2022	37 682	+2,2 %
Estimation 2023	40 700	+8,0 %
Estimation 2024	41 830	+1,1 %
Estimation T2 2025	41 830	+1,6 % vs 2024

Sources : Statistique Canada, Recensements 2011, 2016, 2021; estimations démographiques annuelles 2022-2024 (Guichet-Emplois, Analyse du marché du travail-Territoires, 2024).

Graphique 1 - Évolution de la population du Nunavut 2011-2024



Sources : Statistique Canada, Recensements 2011, 2016, 2021; estimations démographiques annuelles 2022-2024

Migration interprovinciale négative : malgré cette croissance, le Nunavut affiche un solde migratoire interprovincial négatif persistant. Entre 2019-2020 et 2023-2024, 5 334 résidents ont quitté le territoire, principalement pour chercher de meilleures opportunités d'emploi dans les provinces du sud (Guichet-Emplois, Analyse du marché du travail-Territoires, 2024).

Les données de Statistique Canada ne permettent pas, à ce stade, de ventiler ce solde par province de destination pour le Nunavut seul. Les tendances nationales indiquent que l'Alberta qui affiche des gains migratoires interprovinciaux records depuis plusieurs années constitue la principale province d'accueil des travailleurs qui quittent les territoires nordiques, suivie de l'Ontario et de la Colombie-Britannique (Statistique Canada, Estimations démographiques annuelles, 2024). Une analyse désagrégée peut être réalisée à partir du tableau de bord interactif de Statistique Canada (produit 71-607-X : Migrants interprovinciaux selon la province ou le territoire d'origine et de destination).

2.3 STRUCTURE PAR ÂGE

Le Nunavut est le territoire le plus jeune au Canada. En 2024, l'âge médian s'établissait à 26,8 ans, soit le plus bas de tous les territoires et provinces canadiens, comparativement à 40,3 ans pour l'ensemble du Canada (Guichet-Emplois, Analyse du marché du travail Territoires, 2024).

Indicateur démographique	Nunavut vs Canada
Âge médian (2024)	26,8 ans (Canada : 40,3 ans)
Proportion 0-14 ans (2022)	31 % de la pop. totale (Canada : 16 %)
Proportion 65 ans et + (juill. 2024)	4,8 % (Canada : 19 %)
Moins de 25 ans - Inuits (2021)	54 % des Inuits (vs 22 % des non-Autochtones au Nunavut)
Taille moyenne des ménages (2021)	3,6 personnes (Canada : 2,4 personnes)
Taux de natalité (2020)	2,34 enfants/femme (2024) - 1er au Canada (vs 1,25 Canada)
Taux de chômage 15-24 ans (2021)	27,7 % au Nunavut (Canada : 19,5 %)

Sources : Statistique Canada, Recensement 2021; estimations démographiques annuelles 2022-2024; Guichet-Emplois 2024; Thompson et Moroz, 2024.

IMPLICATIONS POUR LE MARCHÉ DU TRAVAIL

La jeunesse démographique du Nunavut signifie qu'une proportion croissante de sa population entrera sur le marché du travail dans les prochaines années. Cela représente une opportunité économique considérable, à condition que les systèmes de formation et les perspectives d'emploi soient au rendez-vous. En l'absence de parcours de formation adaptés, notamment en français, le risque d'exode des jeunes vers le sud reste élevé.

Données sur la scolarisation des jeunes nunavummiut.

Les statistiques disponibles illustrent l'ampleur du défi. En 2017-2018, le taux brut d'obtention du diplôme d'études secondaires au Nunavut était de 39 % le plus bas au Canada, comparé à une moyenne nationale de 88 % (Bureau des statistiques du Nunavut, cité dans Thompson et Moroz, 2024, p. 14). Selon le Recensement de 2021, seulement 16 % de la population nunavummiut de 25 ans et plus détenait un grade universitaire, comparativement à 32,9 % pour l'ensemble du Canada. L'enseignement tertiaire variait de 35 % au Nunavut à 63 % en Ontario (Statistique Canada). Chez les 15-24 ans, l'absence d'établissements postsecondaires sur place et les barrières linguistiques accentuent le décrochage et l'exode permanent des jeunes (Statistique Canada, 2023).



3. Marché du travail



3.1 TAUX D'ACTIVITÉ, D'EMPLOI ET DE CHÔMAGE

Le marché du travail du Nunavut présente une dualité marquée entre une population non-inuite très fortement intégrée à l'économie formelle et une population inuite dont la participation reste significativement plus faible, en raison notamment de l'inadéquation entre les compétences disponibles et les exigences des postes formels (Thompson et Moroz, 2024)



Principaux indicateurs du marché du travail au Nunavut

Indicateur	Nunavut	Canada / Référence
EMPLOI GÉNÉRAL (2023)		
Taux de chômage (moyenne annuelle)	13,2 %	5,4 %
Taux d'activité	62,1 %	65,6 %
INUITS VS NON-AUTOCHTONES - RECENSEMENT 2021		
Taux d'activité - Inuits	51,9 %	87,5 % (non-Autochtones au Nunavut)
Taux d'emploi - Inuits	40,3 %	84,6 % (non-Autochtones au Nunavut)
Taux de chômage - Inuits	22,3 %	3,1 % (non-Autochtones au Nunavut)
RÉMUNÉRATION		
Rémunération hebdomadaire moyenne (déc. 2025)	1 911,61 $/semaine (99 404 $/an env.) - 1er au Canada	1 271,62 $/semaine (Canada)
Salaire minimum territorial	19,75 $/h depuis le 1er sept. 2025; 20,17 $/h dès le 1er sept. 2026 - le plus élevé au Canada	Variable : 15,35 $ (Sask.) à 18,51 $ (Yukon, avr. 2026)
IPC annuel moyen Iqaluit (2024)	+1,6 %	+2,4 % (Canada 2024) +2,1 % (Canada 2025)
Loyer moyen - 2 chambres à Iqaluit	2 736 $/mois (2020 - données les plus récentes disponibles)	N/D désagrégé pour le Nunavut

SOURCES PAR INDICATEUR

Taux chômage/activité 2023 (emploi général) : Statistique Canada, Enquête sur la population active (EPA), tableau 14-10-0292-01. https://www150.

statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410029201 Consulté le 24 mai 2026.

Indicateurs Inuits vs non-Autochtones : Statistique Canada, Recensement de la population 2021. https://www12.statcan.gc.ca/census-autres : Les marchés du travail au Nunavut, p. 11. Conference Board du Canada.

Rémunération hebdomadaire moyenne : Statistique Canada, Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH), tableau 14-10-0022-01, décembre 2025. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410022301 Consulté le 24 mai 2026.

Salaire minimum territorial : Gouvernement du Nunavut, Rapport annuel sur le taux de salaire minimum 2025; CFIB, Taux du salaire minimum auCanada, avril 2026. https://www.cfib-fcei.ca/fr/ressources/salaire-minimum-canada Consulté le 24 mai 2026.

IPC Iqaluit 2024 : Gouvernement du Nunavut, Rapport annuel sur le taux de salaire minimum 2024 (IPC Iqaluit +1,6 %).

IPC Canada 2024 et 2025 : Statistique Canada, Revue annuelle de l'Indice des prix à la consommation, 2025, 19 janvier 2026. https://www150.

statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260119/dq260119b-fra.htm Consulté le 24 mai 2026.

Loyer moyen Iqaluit : Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), Rapport sur le logement dans le Nord, 2020. Note : données les plusrécentes disponibles à ce niveau de désagrégation géographique. Consulté le 24 mai 2026.

Note : Pour chaque indicateur, la population concernée est précisée (ensemble du Nunavut ou population inuite spécifiquement). Les données sur les Inuits vs non-Autochtones proviennent du Recensement 2021 et sont les plus récentes disponibles à ce niveau de désagrégation.



Lecture nuancée des indicateurs

Le taux d'emploi de la population inuite (40,3 %) paraît faible, mais cette réalité s'explique par plusieurs facteurs structurels documentés. Premièrement, la forte proportion de jeunes (0-14 ans représentant 31 % de la population totale) réduit mécaniquement le taux d'emploi par rapport à d'autres régions. Deuxièmement, une partie importante de la population inuite combine revenus salariaux et activités traditionnelles (chasse, pêche), ces dernières n'étant pas captées dans les statistiques d'emploi formel (Thompson et Moroz, 2024).

Par ailleurs, le taux de chômage élevé chez les Inuits (22,3 %) s'explique principalement par trois facteurs documentés par le Conference Board (2024) :

- Le manque de possibilités d'emploi dans les communautés éloignées : en 2017, 83 % des Inuits au chômage au Nunavut ont déclaré que le manque d'emplois constituait un obstacle (Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones, 2017).
- Les lacunes en matière de scolarité et de formation : 60 % des Inuits au chômage ont déclaré ne pas avoir un niveau de scolarité ou de formation suffisant (Statistique Canada, Enquête auprès des peuples autochtones, 2017).
- Les obstacles liés à la santé, au logement et à la garde d'enfants, héritage des politiques coloniales et des pensionnats (EDSC, Rapport d'analyse de la population active inuite du Nunavut, 2018).

Sous-représentation des Inuits dans le secteur public

Malgré l'objectif de l'Article 23 de l'Accord du Nunavut visant une représentation proportionnelle des Inuits dans la fonction publique (84 %), les résultats de l'Enquête auprès des fonctionnaires du gouvernement du Nunavut (EFGN) de 2021 montrent que seulement 57 % des employés des gouvernements fédéral et territorial sont des Inuits (Statistique Canada, EFGN 2021). En 2021, 40 % des travailleurs non autochtones vivant au Nunavut travaillaient dans l'administration publique, contre 28 % des travailleurs inuits (Thompson et Moroz, 2024).

Note méthodologique sur les données de rémunération

La rémunération hebdomadaire moyenne publiée par l'EERH (Statistique Canada, tableau 14-10-0022-01) constitue la source la plus fiable et récente sur les salaires au Nunavut. Elle inclut la paie régulière, les heures supplémentaires et les primes. Ces données sont disponibles mensuellement et reflètent les conditions de rémunération de l'ensemble des salariés inscrits sur les listes de paye. Pour accéder aux données les plus récentes : www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410022301

3.2 COMPARAISON AVEC LE CANADA

Le Nunavut se distingue du reste du Canada sur plusieurs dimensions du marché du travail, avec à la fois des avantages comparatifs notables et des défis structurels profonds. Le tableau ci-dessous présente les principaux points de comparaison, chacun appuyé sur une source vérifiable.

AVANTAGES COMPARATIFS	DÉFIS COMPARATIFS
• **Salaire minimum le plus élevé au Canada :** 19,00 $/h en 2024 (2e : Yukon à 17,59 $/h); porté à 19,75 $/h depuis le 1er septembre 2025 (20,17 $/h annoncé pour le 1er septembre 2026)	• Taux de chômage (13,2 % en 2023) nettement supérieur à la moyenne nationale (5,4 %), avec une tendance à la baisse observée dans les données mensuelles de 2024
• **Rémunération hebdomadaire moyenne la plus élevée au Canada** : 1 911,61 $/semaine en déc. 2025 (+50 % vs moyenne nationale de environ 1 300 $/semaine)	• Taux d'activité global (62,1 % en 2023) inférieur à la moyenne nationale (65,6 %), avec d'importantes disparités entre Inuits (51,9 %) et non-Autochtones (87,5 %)
• **Croissance du PIB réel parmi les plus élevées au Canada :** +6,9 % en 2024 (1er rang national); prévision +8 % sur 2024-2045 (Conference Board du Canada)	• Coût de la vie généralement 2 à 3 fois plus élevé que dans le sud du Canada; IPC annuel Iqaluit +1,6 % en 2024 (Canada : +2,4 %)
• **Demande soutenue de travailleurs qualifiés** dans les secteurs public, minier, de la santé et de la construction	• Pénurie structurelle et sévère de logements abordables dans toutes les communautés : principal obstacle au recrutement et à la rétention de travailleurs qualifiés
• **Taux de natalité élevé (2,34 enfants/femme en 2024, le plus élevé au Canada) :** large bassin de futurs travailleurs à moyen terme	• Accès limité à la formation postsecondaire sur le territoire : le Collège de l'Arctique du Nunavut est le seul établissement postsecondaire, avec une offre insuffisante face aux besoins

MISE EN PERSPECTIVE

Ces avantages et défis ne sont pas indépendants. Les salaires élevés s'expliquent en grande partie par le coût de la vie lui-même très élevé, ce qui relativise le pouvoir d'achat réel des travailleurs. De même, la forte demande de main-d'œuvre qualifiée coexiste avec un taux de chômage élevé chez les Inuits, paradoxe qui s'explique par le déficit de formation et les obstacles structurels documentés par le Conference Board du Canada (Thompson et Moroz, 2024). C'est précisément ce décalage qui constitue l'enjeu stratégique central du marché du travail nunavummiut

3.3 DYNAMIQUES RÉCENTES DU MARCHÉ DU TRAVAIL (2023-2025)

Le marché du travail nunavummiut a connu une évolution positive au cours des deux dernières années, après les perturbations de la pandémie de COVID-19. Le tableau suivant présente uniquement les données directement vérifiables et sourcées.

Indicateur	Données vérifiées	Source
Emploi au Nunavut (2023-2024)	14 300 emplois; hausse de 2,1 % (+300) entre 2023 et 2024	Guichet-Emplois, Analyse économique - Territoires, 2024
Emploi au Nunavut (oct. 2024 - oct. 2025)	Hausse de 3,4 % (+500)	Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail, nov. 2025
Taux de chômage annuel 2023	13,2 % (Canada : 5,4 %)	Statistique Canada, EPA, tableau 14-10-0292-01; Thompson et Moroz, Conference Board du Canada, 2024,p.10
Évolution du taux de chômage 2023-2024	Diminution confirmée au Nunavut en 2023-2024; parmi les rares territoires/provinces à afficher une baisse	EDSC, Rapport de contrôle de l'assurance-emploi 2024, Chapitre 1 (canada.ca)
Emploi - secteur de l'éducation (oct. 2024 - oct. 2025)	+10,2 % (+600) - données pour les trois territoires combinés*	Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail - Territoires, nov. 2025
Emploi - secteur de la construction (oct. 2024 - oct. 2025)	+2,2 % (+100) - données pour les trois territoires combinés*	Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail - Territoires, nov. 2025
Emploi - administration publique (2024)	+700 emplois dans le secteur public territorial	Guichet-Emplois, Analyse économique - Territoires, 2024

Note : Les données sectorielles (éducation, construction) proviennent de l'Analyse du marché du travail du Guichet-Emplois pour les trois territoires combinés (Nunavut, TNO, Yukon), conformément à la méthodologie de l'EPA. Ces données ne sont pas désagrégées par territoire. Elles illustrent néanmoins des tendances pertinentes pour le Nunavut, dont la part de l'emploi territorial est significative dans ces secteurs.

Facteurs explicatifs de la reprise 2023-2024

Plusieurs facteurs documentés expliquent la tendance positive observée au Nunavut en 2023-2024 :

- Croissance de l'emploi dans le secteur public territorial : +700 emplois dans l'administration publique en 2024, principal employeur du territoire.
- Guichet-Emplois, Analyse économique - Territoires, 2024
- Croissance du PIB réel de +6,9 % en 2024, la plus forte parmi toutes les provinces et territoires canadiens portée par l'essor du secteur minier.
- Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 6 novembre 2025
- Investissements dans le logement : lancement d'Igluvut Corporation le 22 octobre 2025 (financée par le Fonds inuit pour le logement de 135 M$ créé en juin 2024) pour des projets de logements abordables dans tout le Nunavut.
- Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail - Territoires, nov. 2025
- Le Nunavut figure parmi les rares provinces et territoires à avoir enregistré une diminution de son taux de chômage en 2023-2024.
- EDSC, Rapport de contrôle de l'assurance-emploi 2024, Chapitre 1 (canada.ca)

Précision sur les données d'emploi au Nunavut

Les données de l'Enquête sur la population active (EPA) pour les territoires sont publiées sur une base combinée (Nunavut, TNO, Yukon), conformément à la méthodologie de Statistique Canada. Les données propres au Nunavut sont issues de tableaux sur mesure d'EDSC (Statistique Canada, EPA Tableau 14-10-0292-01 et tableaux personnalisés) et doivent être interprétées avec prudence, car elles présentent des marges d'erreur plus élevées que pour les provinces. Cette limite est inhérente à la petite taille de la population nunavummiut et doit être prise en compte dans toute analyse fine du marché du travail territorial.

4. Structure économique



4.1 SECTEURS D'ACTIVITÉ DOMINANTS

L'économie du Nunavut est dominée par le secteur public et les industries extractives, avec un secteur des services en développement concentré principalement à Iqaluit. Les services à la communauté et les activités traditionnelles complètent ce tableau économique.

4.1.1 Administration publique et secteur gouvernemental

Le gouvernement du Nunavut et le gouvernement fédéral constituent les principaux employeurs du territoire. La nature même du Nunavut, un territoire récent avec des institutions à construire, une capitale à développer et une population à servir dans quatre langues génère une demande élevée et durable en personnels de l'État.

- **Postes en administration centrale à Iqaluit :** gestionnaires, directeurs, agents de programmes
- **Postes régionaux dans les 25 communautés :** agents communautaires, travailleurs sociaux, responsables de l'infrastructure
- **Gouvernement fédéral :** fonctionnaires de CanNor, de Services aux Autochtones Canada, de la GRC, Pêches et Océans

4.1.2 Mines et ressources naturelles

Le secteur extractif est le moteur de la croissance économique du territoire. En 2024, le PIB réel du Nunavut a progressé de 6,9 %, la plus forte hausse au Canada (Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 6 novembre 2025). Toutefois, selon les prévisions du Conference Board du Canada (février 2025), le PIB du Nunavut devrait reculer de 0,8 % en 2025, notamment en raison de l'incertitude liée aux tarifs douaniers américains, des pressions inflationnistes persistantes et des défis structurels du marché du travail nordique.



Ressource	Acteur principal	Localisation	Situation 2024-2026
Or	Agnico Eagle Complexe Meadowbank / Amaruq	Région de Kivalliq (nord de Baker Lake)	504 719 oz d'or produites en 2024; 1 831 employés; fermeture prévue en 2028, sous révision Nunatsiaq News, avril 2025
	Agnico Eagle Mine Meliadine	Région de Kivalliq (près de Rankin Inlet)	378 886 oz d'or produites en 2024; 1 558 employés; fermeture prévue en 2032 Nunatsiaq News, avril 2025
	Blue Star Gold Projet Back River (Anuri)	Région de Kitikmeot	Démarrage reporté en 2024; projet en développement actif; non en production Blue Star Gold Corp., communiqués 2024
Minerai de fer	Baffinland Iron Mines Mine Mary River	Région de Qikiqtaaluk (nord de l'île de Baffin)	Plus grand employeur privé du territoire; environ 25 % du PIB territorial; production réduite à 4,2 Mt/an en 2025 en attente du projet Steensby WWF-Canada, 2024; CBC, oct. 2024
	Baffinland Iron Mines Projet ferroviaire Steensby	Île de Baffin	Projet de 5,7 G$; triplerait la production à 18 Mt/an; construction prévue à partir de 2026; environ 2 250 emplois au pic de construction; 800-1 200 emplois permanents CBC, janv. 2026
Métaux critiques (cuivre, cobalt, nickel)	Divers promoteurs	Plusieurs régions	Projets en phase d'exploration; positionnement stratégique dans la chaîne d'approvisionnement des technologies propres Gouvernement du Nunavut, 2024

Note : Contrairement aux Territoires du Nord-Ouest (mines Ekati et Diavik), le Nunavut ne compte pas de mine de diamants en exploitation active. Glencore détient le projet Hackett River (zinc-argent, région de Kitikmeot) mais ce gisement n'a pas de réserves minérales définies ni de viabilité économique démontrée à ce jour.

Cadre légal : Accord du Nunavut et emploi inuit

L'Accord du Nunavut (1993) oblige les entreprises extractives à intégrer des objectifs d'embauche inuite et à signer des Ententes sur les répercussions et les avantages (ERA) avec les organisations inuites. Nunavut Tunngavik Inc. (NTI) veille au respect de ces obligations. Ces ERA constituent un levier important pour augmenter la participation des Inuits dans un secteur où, en 2019, 82 % de la main-d'œuvre provenait de l'extérieur du territoire (Thompson et Moroz, 2024).

Les ERA ne se limitent pas au secteur minier. Dans le secteur de la construction, les ERA prévoient également des mécanismes concrets : priorité d'embauche pour les Inuits résidents, programmes de formation en cours d'emploi, mentorat par des travailleurs qualifiés et objectifs progressifs d'emploi local. Ces leviers visent à réduire structurellement la dépendance aux travailleurs recrutés hors territoire qui représentaient 61 % de la main-d'œuvre en construction en 2019 (Thompson et Moroz, 2024, p. 18) tout en développant une main-d'œuvre locale qualifiée et durable.

Agnico Eagle : engagements d'embauche inuite dans ses deux mines du Kivalliq; le taux d'emploi des femmes Agnico Eagle : plus de 400 employés inuits dans ses deux mines du Kivalliq; investissements de plus de 9,9 milliards de dollars au Nunavut depuis 2007, représentant environ 22 % du PIB territorial (Agnico Eagle, août 2024). Le taux d'emploi des femmes a augmenté depuis 2013 (Thompson et Moroz, 2024, p. 21), bien que les données désagrégées par genre ne soient pas publiées publiquement.

Baffinland Iron Mines : ERA avec NTI et associations régionales inuites de Qikiqtaaluk; objectifs de formation et d'emploi intégrés.

Sapujjijiit Inc. : première société de défense inuite, lancée en octobre 2025 en partenariat entre Qikiqtaaluk Corporation et ONE9, une firme d'Ottawa spécialisée en technologies de défense (Nunatsiaq News, octobre 2025; The Globe and Mail, octobre 2025); illustre le développement de nouvelles filières économiques inuites (Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail -Territoires, nov. 2025).

ENJEU STRATÉGIQUE : MAXIMISER LES RETOMBÉES LOCALES

Malgré la croissance du secteur minier, une part importante des revenus générés au Nunavut circule hors du territoire. En 2019, les employés de l'extérieur ont gagné 37 % du total des revenus tirés des emplois dans le territoire (Thompson et Moroz, 2024). L'enjeu stratégique est donc de former davantage de résidents nunavummiut pour occuper des postes dans ces secteurs aujourd'hui majoritairement pourvus par des travailleurs fly-in fly-out.



4.1.3 Construction et logement

Face à une crise du logement sévère et à des besoins en infrastructure considérables, le secteur de la construction est en expansion soutenue au Nunavut. Entre octobre 2024 et octobre 2025, l'emploi dans la construction des trois territoires combinés a progressé de 2,2 % (+100) (Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail -Territoires, nov. 2025). Plusieurs investissements majeurs structurent cette croissance.

- **Igluvut Corporation :** organisme sans but lucratif officiellement lancé le 22 octobre 2025 par Nunavut Tunngavik Inc. (NTI), gouverné par des représentants de chaque association régionale inuite et de NTI. Il est alimenté par le Fonds inuit pour le logement, établi en juin 2024 avec un capital initial de 135 M$ (63 M$ du remboursement du prêt de négociation de l'Accord du Nunavut et 72 M$ du budget fédéral 2022). La construction des premières maisons devrait commencer d'ici avril 2026.
- **Stratégie Nunavut 3 000 (Igluliuqatigiingniq « bâtir des maisons ensemble ») :** lancée le 18 octobre 2022 par la Société d'habitation du Nunavut et le gouvernement du Nunavut, cette stratégie vise la livraison de 3 000 nouveaux logements d'ici 2030 dans les 25 communautés. Elle cible 1 000 logements d'ici octobre 2025 (Mandat Katujjiluta) sociaux, 900 logements abordables, 400 logements de marché et 300 logements de transition.
- **État d'avancement en 2024 :** 855 nouveaux logements ont été mis en chantier depuis 2021, soit 29 % de l'objectif de 3 000 unités. Un rapport du Vérificateur général de mai 2025 souligne des risques d'atteindre la cible et note que les nunavummiut ne bénéficient pas tous d'un accès équitable au logement public.
- **Investissements fédéraux dans les infrastructures aéroportuaires :** 30 M$ pour la construction de hangars dans 7 communautés (Arviat, Kugaaruk, Taloyoak, Gjoa Haven, Kugluktuk, Pond Inlet, Grise Fiord), améliorant les conditions d'exploitation du transport aérien, essentiel dans un territoire sans routes.

ENJEU CENTRAL :

LE LOGEMENT COMME CONDITION DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

La crise du logement au Nunavut dépasse la seule question résidentielle : elle est directement liée au marché du travail. En 2021, 40,5 % des ménages nunavummiut avaient des besoins impérieux en matière de logement, le taux le plus élevé au Canada (SCHL, 2024; Statistique Canada, Recensement 2021). L'incapacité à loger les travailleurs recrutés est le premier obstacle au recrutement dans les secteurs de l'éducation, de la santé et des services publics, comme l'a explicitement documenté le Conference Board du Canada (Thompson et Moroz, 2024).

4.1.4 Santé, éducation et services sociaux

Ces secteurs représentent des piliers essentiels de l'emploi au Nunavut, avec une demande chroniquement supérieure à l'offre de travailleurs qualifiés.

- **Éducation :** l'emploi dans le secteur des services d'éducation des trois territoires combinés a augmenté de 10,2 % (+600) entre octobre 2024 et octobre 2025. Au Nunavut, la Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN) et le Nunavut Department of Education font face à une pénurie chronique d'enseignants qualifiés.
  Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail - Territoires, nov. 2025 (données trois territoires combinés)

- **Santé et assistance sociale :** l'emploi dans ce secteur des trois territoires combinés a augmenté de 4,4 % entre 2024 et 2025. L'Hôpital général Qikiqtani à Iqaluit recrute régulièrement médecins et infirmiers. Le recours aux agences de recrutement génère des coûts élevés pour le gouvernement territorial.
  Guichet-Emplois, Aperçus du marché du travail - Territoires, nov. 2025 (données trois territoires combinés)

- **Services sociaux :** secteur sous forte pression, avec des besoins importants en travailleurs communautaires, intervenants en santé mentale et travailleurs sociaux, liés notamment aux séquelles des pensionnats, aux problèmes d'addiction et à la violence familiale. La pression sur ce secteur est documentée et quantifiable. Le taux de vacance des postes d'infirmiers au Nunavut est proche de 50 %, obligeant le ministère de la Santé à s'appuyer sur un programme paramédical créé en 2021 en réponse aux graves pénuries, jusqu'à compenser les postes vacants à l'unique hôpital du territoire (Accord Canada-Nunavut sur les soins de santé, 2023-2024). Dans certaines communautés, la situation est critique : à Baker Lake, 11 des 13 postes des centres de santé étaient vacants; à Whale Cove, les 5 postes l'étaient entièrement; à Coral Harbour, 5 postes sur 10 étaient vacants (Radio-Canada, avril 2023). Dans plusieurs communautés, seuls les soins d'urgence restent disponibles. Les postes de travailleurs sociaux, d'intervenants en santé mentale et de conseillers en addiction directement liés aux séquelles des pensionnats restent structurellement sous-pourvus, sans données publiques désagrégées disponibles à ce jour pour le Nunavut seul.
  Thompson et Moroz, Conference Board du Canada, 2024; EDSC, Rapport d'analyse de la population active inuite du Nunavut, 201

Note : Les données de croissance de l'emploi (+10,2 % éducation; +4,4 % santé) proviennent de l'analyse du Guichet-Emplois pour les trois territoires combinés (Nunavut, TNO, Yukon). Ces chiffres ne sont pas désagrégés pour le Nunavut seul, en raison des contraintes méthodologiques de l'EPA.

4.1.5 Transport, tourisme et autres services

Ces secteurs, bien que moins dominants en termes d'emploi, jouent un rôle stratégique dans le fonctionnement économique du territoire.

Transport aérien

Le transport aérien est le seul moyen d'accès au Nunavut « notre seule autoroute », selon les termes du ministre des Transports du territoire. Les 25 communautés du Nunavut disposent toutes d'un aéroport, classés comme « éloignés » par le gouvernement fédéral (Transports Canada).

- **Canadian North :** principal transporteur aérien du Nunavut, desservant 24 à 25 communautés dans les TNO, au Nunavik et au Nunavut, ainsi que des liaisons vers Ottawa et Edmonton. Résultat de la fusion de First Air et Canadian North en 2019. En juillet 2025, Canadian North a été vendue à Exchange Income Corporation (EIC), société manitobaine; les services aux communautés demeurent inchangés.
  Radio-Canada, 2 juill. 2025; Transports Canada, communiqué avril 2023 (canada.ca)
- **Calm Air :** filiale d'EIC, dessert les communautés de la région de Kivalliq au Nunavut.
  Radio-Canada, 25 fév. 2025
- **Défis du transport aérien :** coûts élevés (un aller-retour Ottawa-Pond Inlet dépasse 5 000 $), concurrence limitée et manque de fiabilité. Un rapport du Bureau de la concurrence de juin 2025 identifie des obstacles à l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché aérien nordique.
  Bureau de la concurrence du Canada, Précis d'information - Transport aérien nordique, juin 2025 (canada.ca)

Tourisme et culture

Secteur en développement à fort potentiel : écotourisme arctique, observation de la faune (narwhal, ours polaire, béluga), randonnée et kayak de mer, art et culture inuites. Le tourisme représente une opportunité de diversification économique et d'emploi pour les Inuits dans les communautés éloignées.

Gouvernement du Nunavut, Stratégie de développement économique; Guichet-Emplois, Perspectives d'emploi au Nunavut 2024-2026

Commerce de détail et autres services

- **Northern / NorthMart (filiale de la Compagnie de la Baie d'Hudson / Arctic Co-operatives Limited) :** principal réseau de détail présent dans les 25 communautés du Nunavut. Ce secteur, bien que limité, constitue un employeur local important dans les communautés éloignées.
  Guichet-Emplois, Analyse économique - Territoires, 2024
- **Coopératives inuites :** Arctic Co-operatives Limited regroupe des coopératives locales qui jouent un rôle important dans la distribution de biens et la commercialisation de l'art et de l'artisanat inuits.
  Arctic Co-operatives Limited (arcticco-op.com)

4.2 RÉPARTITION DE L'EMPLOI PAR SECTEUR

Secteur	Croissance 2024-2025	Commentaire
Administration publique	Stable / légère hausse	Principal secteur d'emploi permanent
Éducation	+10,2 % (territoires)	Secteur en forte croissance
Santé et services sociaux	+4,4 % (territoires)	Demande excède l'offre
Construction	+2,2 % (territoires)	Essor lié au logement
Mines et ressources	Forte croissance	PIB +6,9 % en 2024
Commerce et restauration	Limité	Principalement à Iqaluit
Transport	Stable	Secteur stratégique

4.3 RÔLE DU SECTEUR PUBLIC

Le gouvernement du Nunavut est, de loin, le premier employeur du territoire. Cette prépondérance du secteur public est une caractéristique structurelle de l'économie nunavummiut, qui se distingue fortement des économies provinciales où le secteur privé domine.

Représentation inuite : L'Accord du Nunavut (Article 23) fixe un objectif de représentation proportionnelle des Inuits dans la fonction publique, soit environ 84 % (proportion des Inuits dans la population). Or, l'Enquête auprès des fonctionnaires du gouvernement du Nunavut de 2021 révèle que seulement 57 % des employés des gouvernements fédéral et territorial sont des Inuits, bien en deçà de l'objectif, notamment pour les postes exigeant un diplôme universitaire (Statistique Canada, EFGN 2021; Thompson et Moroz, 2024, p.11). Le Centre fédéral d'excellence Pilimmaksaivik coordonne des programmes de formation pour améliorer cette représentation

L'analyse des offres d'emploi publiées sur le portail du gouvernement du Nunavut (gov.nu.ca/fr/public-jobs) révèle que les postes de gestion et d'administration exigent généralement un diplôme universitaire ou collégial, tandis que les postes de soutien sont accessibles avec un diplôme d'études secondaires. Or, avec seulement 39 % de diplômés du secondaire (2017-2018) et 16 % de titulaires d'un diplôme universitaire (Recensement 2021), la majorité de la population inuite se trouve structurellement exclue des postes de gestion, ce qui explique en partie l'écart persistant entre l'objectif de 84 % et la réalité de 57 % d'employés inuits. Le guide « Choix de carrière : les carrières en demande au Nunavut » publié par le Carrefour Nunavut répertorie les emplois les plus recherchés avec les niveaux de scolarité exigés pour chacun (carrefournunavut.ca).

Layla Arnaquq

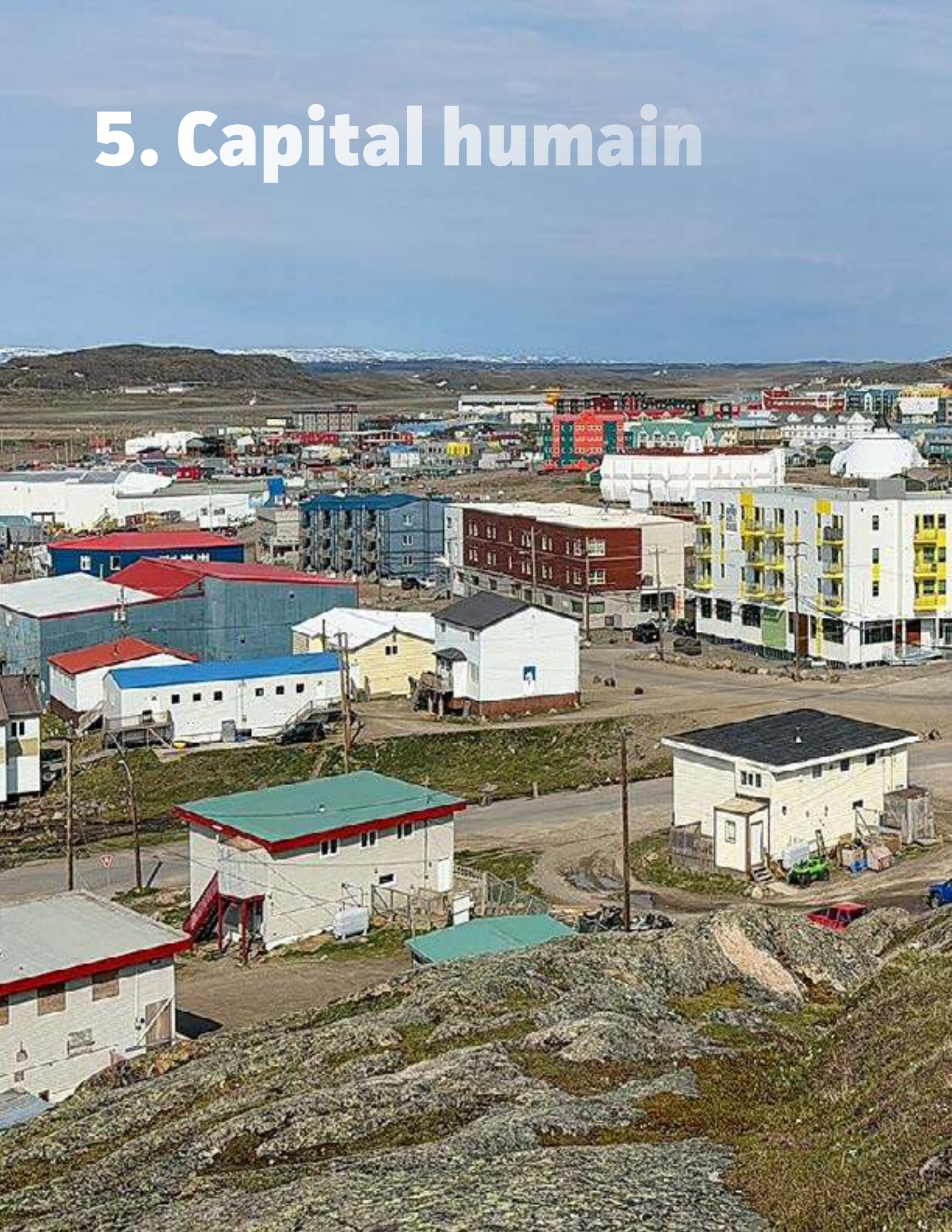
Technicienne de terrain de Savoir polaire Canada, effectuant des travaux sur le terrain dans la toundra. (Elise Imbeau, POLAR)

PROGRAMME SUR L'APPRENTISSAGE ET LE PERFECTIONNEMENT DES INUITS (PAPI)

Coordonné par Pilimmaksaivik, ce programme de 16 mois offre aux Inuits une formation préalable à l'emploi dans la fonction publique fédérale, avec quatre affectations de 4 mois chacune dans différents ministères. Depuis 2016, plusieurs cohortes ont permis à des dizaines d'Inuits d'intégrer la fonction publique fédérale au Nunavut.

Des jeunes Inuits apprenant le traitement de l'eau à la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique, à Cambridge Bay, au Nunavut. (Elise Imbeau, POLAR)

5. Capital humain



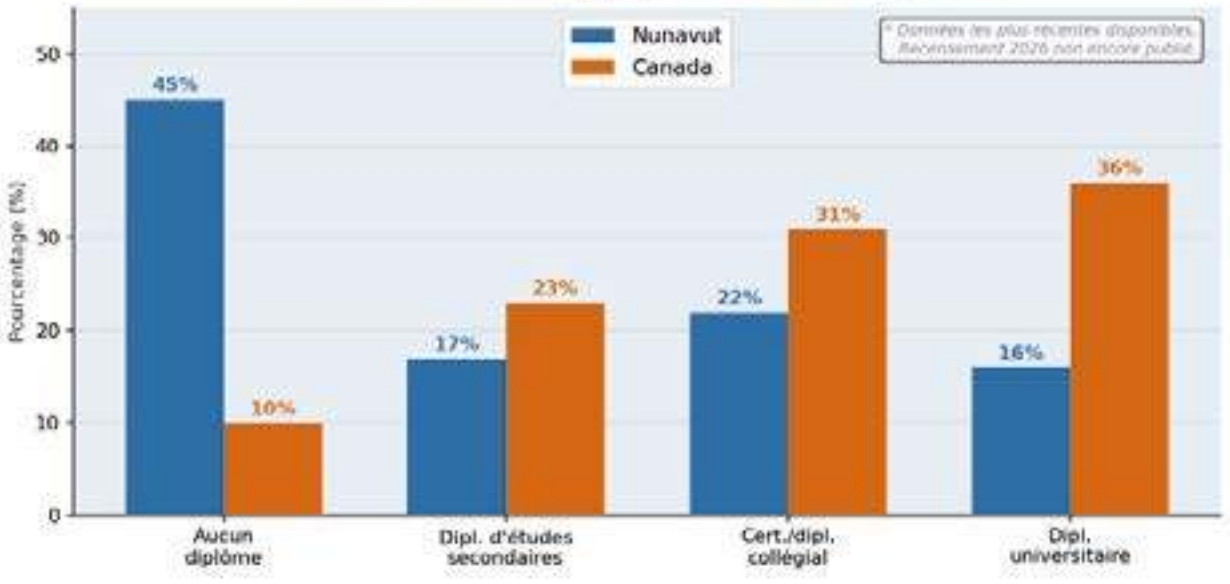
5.1 NIVEAU DE SCOLARITÉ

Le Nunavut présente les niveaux de scolarité les plus bas de l'ensemble des provinces et territoires canadiens, ce qui constitue l'un des principaux obstacles à la pleine participation de la population inuite au marché du travail formel.

Taux de diplomation secondaire : En 2017-2018, le taux brut d'obtention du diplôme d'études secondaires au Nunavut était de 39 % en 2017-2018, le plus bas au Canada (Bureau des statistiques du Nunavut, cité dans Thompson et Moroz, 2024, p.14). Ces données demeurent les plus récentes disponibles à ce niveau de désagrégation. Plusieurs facteurs expliquent cette situation : isolement des communautés, barrière linguistique (enseignement souvent en anglais dans un contexte inuktitut), éloignement des ressources pédagogiques et séquelles des pensionnats autochtones.

Formation postsecondaire : L'accès à la formation postsecondaire est extrêmement limité sur le territoire. Le Collège de l'Arctique du Nunavut est le seul établissement postsecondaire du territoire, offrant des programmes techniques et professionnels. En 2019-2020, il comptait 744 étudiants inscrits, dont plus de 90 % s'identifiaient comme Inuits (Collège de l'Arctique du Nunavut, Rapport annuel 2019-2020). Les jeunes souhaitant des études universitaires doivent quitter le territoire, entraînant souvent une migration permanente vers le sud.

Graphique 2 - Plus haut niveau de scolarité atteint Nunavut vs Canada, population 25-64 ans, 2021



Sources : Statistique Canada, Recensement de la population 2021, Thompson & Moroz, Conference Board du Canada, 2024.

Niveau de scolarité	Situation au Nunavut
Aucun diplôme (25-64 ans)	45 % au Nunavut vs 10 % au Canada; taux de diplomation secondaire : 39 % en 2017-2018 - Recensement 2021 / Bureau stat. Nunavut
Formation professionnelle	Offre limitée via le Collège de l'Arctique du Nunavut (744 étudiants en 2019-2020)
Études universitaires	Quasi absentes; 16 % des 25-64 ans titulaires d'un diplôme univ. au Nunavut vs 36 % Canada - Recensement 2021
Formation continue	En développement via les centres de formation francophones du territoire, dont les services d'employabilité et de formation du Carrefour Nunavut, et les programmes fédéraux (Carrefour Nunavut, carrefournunavut.ca). Le Carrefour Nunavut organise aussi des cercles de conversation en français pour soutenir la rétention et l'employabilité des francophones sur le territoire
Formation wen français	Très limitée après le secondaire; principal défi pour la rétention francophone. Le Carrefour Nunavut offre des services de formation en matière d'employabilité en français (carrefournunavut.ca)
Formation en anglais	La maîtrise de l'anglais est une condition sine qua non pour travailler au Nunavut dans la quasi-totalité des secteurs. En 2021, 84,2 % de la population déclarait l'anglais comme langue de travail (Recensement 2021). Le Carrefour Nunavut offre des cours d'anglais fonctionnel pour les nouveaux arrivants francophones afin de faciliter leur intégration au marché du travail (Radio-Canada, juin 2024; carrefournunavut.ca).

Plusieurs organismes francophones travaillent en français au Nunavut en dehors du milieu scolaire, témoignant d'une communauté organisée et active : le Carrefour Nunavut (employabilité et formation), **RESEFAN (santé en français)**, **CFRT 107.3 FM (radio communautaire francophone)** et le **Franco-Centre (culture et communauté).** Ces organismes offrent des emplois en français et contribuent directement à la rétention des francophones sur le territoire.

5.2 ENJEUX DE FORMATION

5.2.1 Formation professionnelle et technique

Le Nunavut dispose du Collège de l'Arctique du Nunavut, qui offre des programmes dans des domaines essentiels comme les métiers de la construction, les soins de santé de base, l'administration et les technologies. En 2019-2020, les programmes les plus populaires étaient la formation des enseignants (89 inscriptions), la formation de base des adultes (81), l'administration de bureau (65) et les soins à domicile (75) (Collège de l'Arctique du Nunavut, Rapport annuel 2019-2020). Cependant, l'offre reste insuffisante face à la demande et ne couvre pas l'ensemble des besoins en main-d'œuvre qualifiée du territoire.

Des programmes de formation spécifiques existent pour faciliter l'intégration des Inuits à la fonction publique, notamment le PAPI (Programme sur l'apprentissage et le perfectionnement des Inuits) géré par Pilimmaksaivik, et le programme Tuglirijavut du gouvernement du Nunavut pour les étudiants.

5.2.2 Formation en langue française

Pour la communauté francophone, l'offre de formation est encore plus limitée. L'École des Trois-Soleils, seule école francophone du territoire gérée par la Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN), offre un enseignement de la maternelle à la 12e année à Iqaluit. Après l'obtention du diplôme secondaire, aucune formation postsecondaire diplômante en français n'est offerte localement.

Le secteur communautaire francophone répond partiellement à ce besoin à travers des centres de formation continue, professionnelle, linguistique et communautaire. Le Carrefour Nunavut offre notamment des services de formation en matière d'employabilité en français (carrefournunavut.ca), complétés par le Centre de formation Qaujimaniq (CFQ) pour la formation linguistique et communautaire. Cependant, l'absence de formation diplômante en français demeure un obstacle majeur, qui offre de la formation continue, professionnelle, linguistique et communautaire. Cependant, l'absence de formation diplômante en français demeure un obstacle majeur à la rétention des jeunes francophones.

Une entente de financement signée en mars 2025 entre le gouvernement du Nunavut et le gouvernement fédéral, prévoit 13,9 millions de dollars pour appuyer les services en français jusqu'en 2028, incluant des volets formation et employabilité.

5.3 ADÉQUATION FORMATION-EMPLOI

L'inadéquation entre les compétences disponibles dans la population locale et les exigences des postes offerts par les principaux employeurs (gouvernements, mines, santé) est l'un des défis structurels les plus profonds du marché du travail nunavummiut.

- La plupart des postes qualifiés et de gestion sont occupés par des travailleurs non-Inuits recrutés hors du territoire. Une proportion significative ne s'établit pas de façon permanente, phénomène documenté par le gouvernement du Nunavut notamment dans l'éducation et la santé.
- Le roulement élevé du personnel dans les services publics (éducation, santé, services sociaux) crée une instabilité institutionnelle et des coûts élevés de recrutement.
- Les programmes de formation existants (PAPI, Tuglirijavut) sont sous-financés par rapport à l'ampleur des besoins. En 2019, les travailleurs de l'extérieur représentaient 34 % de la main-d'œuvre du Nunavut (hausse de 19 % en 2008), faute de main-d'œuvre locale suffisamment formée (Thompson et Moroz, 2024).
- La barrière linguistique entre l'inuktitut comme langue première et l'anglais comme langue de travail dominante constitue un frein important pour de nombreux Inuits.

Causes historiques de l'inadéquation

L'inadéquation formation-emploi au Nunavut ne peut être comprise sans son contexte historique. Le système des pensionnats autochtones (dont le dernier a fermé en 1996) a interrompu la transmission intergénérationnelle des savoirs, fragmenté les structures familiales et créé un rapport de méfiance durable envers les institutions scolaires formelles (Commission de vérité et réconciliation du Canada, 2015; Thompson et Moroz, 2024, p. 14). À ces séquelles s'ajoutent l'isolement géographique des 25 communautés, l'absence d'établissements postsecondaires sur place et la barrière linguistique, l'inuktitut étant la langue maternelle de 84 % de la population, alors que l'anglais reste la langue dominante du marché du travail formel.

Conséquences de la dépendance aux travailleurs extérieurs

La dépendance aux travailleurs recrutés hors territoire génère un cycle difficile à briser. En 2019, 34 % de la main-d'œuvre totale du Nunavut provenait de l'extérieur, hausse significative par rapport à 19 % en 2008 et ces travailleurs captaient 37 % des revenus d'emploi générés sur le territoire (Thompson et Moroz, 2024, p. 18). Cette fuite des revenus limite l'accumulation de capital local, freine le développement de services privés et perpétue la dépendance à l'emploi public. Le roulement élevé de personnel crée une instabilité institutionnelle particulièrement dommageable dans les secteurs où la connaissance de la culture inuite est essentielle à la qualité des services.

L'Inuit Qaujimajatuqangit (IQ) comme cadre de formation

Le gouvernement du Nunavut a développé des approches de formation qui intègrent les savoirs et valeurs inuits (Inuit Qaujimajatuqangit). Cette approche, valorisée notamment dans l'éducation, vise à réconcilier les exigences du marché du travail moderne avec les modes de connaissance et les valeurs culturelles inuites. Elle représente une innovation pédagogique unique qui mériterait d'être davantage soutenue et documentée.

6. Enjeux et défis



6.1 PÉNURIES DE MAIN-D'ŒUVRE

Le Nunavut fait face à des pénuries de main-d'œuvre qualifiée dans pratiquement tous les secteurs clés. Cette situation est structurelle et résulte de la combinaison d'une offre locale insuffisante et d'une difficulté à recruter et retenir des travailleurs de l'extérieur. En conséquence, la qualité et la continuité des services publics en sont directement affectées, freinant le développement économique et social du territoire.

6.1.1 Secteurs les plus affectés

Santé. Le taux de vacance des postes d'infirmiers au Nunavut est proche de 50 %, forçant le ministère de la Santé à s'appuyer sur un programme paramédical d'urgence créé en 2021. Dans certaines communautés, seuls les soins d'urgence sont disponibles (Baker Lake : 11 postes vacants sur 13 ; Whale Cove : 5 sur 5 ; Coral Harbour : 5 sur 10) (Radio-Canada, avril 2023 ; Accord Canada-Nunavut sur les soins de santé, 2023-2024).

Éducation. Le roulement des enseignants est chronique. La Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN) est particulièrement touchée, le logement étant identifié comme le premier obstacle au recrutement.

Construction. En 2019, 61 % des travailleurs du secteur provenaient de l'extérieur du territoire (Thompson et Moroz, 2024, p. 18). La Stratégie Nunavut 3 000 et Igluvut Corporation vont accentuer cette demande à court terme.

Services administratifs bilingues. Seulement 295 travailleurs (2,5 % de la main-d'œuvre) utilisaient le français régulièrement au travail en 2021 (Recensement 2021). Les postes désignés bilingues restent insuffisants pour répondre aux obligations légales.

Secteur	Postes en pénurie / Enjeux
Santé	Médecins, infirmières, travailleurs sociaux, psychologues; dépendance aux agences de recrutement, coûts élevés
Éducation	Enseignants qualifiés bilingues; turnover élevé; difficulté de rétention au-delà de 2-3 ans
Mines et construction	Ingénieurs, techniciens, gens de métier qualifiés; travailleurs hors territoire : 82 % de la main-d'oeuvre en mines (2019), 61 % en construction
Administration publique	Postes de gestion et techniques spécialisés; sous-représentation inuite persistante (57 % des employés vs objectif 84 %) - EFGN 2021
Services sociaux	Intervenants en santé mentale, travailleurs communautaires; crise des addictions et violence
Francophonie	Enseignants, professionnels de santé, agents de services bilingues (français-anglais)

6.1.2 Rotation élevée du personnel

L'un des défis les plus aigus du marché du travail nunavummiut n'est pas seulement le recrutement mais la rétention. Une proportion significative des travailleurs qualifiés recrutés hors du territoire ne s'établit pas de façon permanente, phénomène documenté notamment dans le secteur de l'éducation et de la santé par le gouvernement du Nunavut. Ce phénomène est particulièrement préjudiciable dans les secteurs qui requièrent une connaissance approfondie des communautés et de la culture inuite

6.2 COÛT DE LA VIE

Le coût de la vie au Nunavut est l'un des plus élevés au Canada, particulièrement dans les communautés éloignées. Il constitue un facteur d'attraction paradoxal : si les salaires sont élevés, le pouvoir d'achat réel est souvent inférieur à ce qu'on pourrait attendre.

6.2.1 Logement : la crise au cœur de tout

La crise du logement est l'enjeu numéro un identifié par tous les acteurs du marché du travail. En 2021, 40,5 % des ménages nunavummiut avaient des besoins impérieux en matière de logement, le taux le plus élevé au Canada (SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2024; Statistique Canada, Recensement 2021). Le manque de logements adéquats affecte directement la capacité des employeurs, y compris la Commission scolaire francophone du Nunavut, à recruter et retenir du personnel qualifié.

- Surpopulation : 40,5 % des ménages nunavummiut avaient des besoins impérieux en matière de logement en 2021, le taux le plus élevé au Canada (SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2024; Statistique Canada, Recensement 2021).
- Pénurie quantitative : la demande de logements excède largement l'offre dans toutes les communautés.
- Coûts élevés : le loyer moyen d'un appartement de deux chambres à Iqaluit était de 2 736 $/mois en 2020, donnée la plus récente disponible à ce niveau de détail (SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2020). L'abordabilité s'est probablement détériorée depuis, les loyers ayant augmenté sans que la croissance des revenus suive au même rythme (SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2024).
- Initiatives récentes : Igluvut Corporation (lancée le 22 octobre 2025, financée par le Fonds inuit pour le logement de 135 M$), Stratégie Nunavut 3000, investissements fédéraux dans le cadre du Fonds pour accélérer la construction de logements.

6.2.2 Alimentation et biens de consommation

L'insécurité alimentaire est un problème majeur au Nunavut. Le programme Nutrition Nord Canada tente d'alléger les coûts de transport des aliments, mais son efficacité est contestée : en 2024, seulement 0,67 $ de chaque dollar de subvention était transmis aux consommateurs (Université de Toronto, 2024, cité dans La Presse, novembre 2024). À titre d'illustration, des œufs (18 gros) coûtaient 7,99 $ à Kinngait avec la subvention, contre plus de 14 $ sans elle (Comité INAN, mai 2024). Le programme fait l'objet d'un examen externe confié à Aluki Kotierk, nommée représentante spéciale du ministre en février 2025, avec un rapport prévu pour l'été 2025 (RCAANC, février 2025).

À titre de comparaison, le salaire minimum territorial (19,75 $/h depuis le 1er septembre 2025, le plus élevé au Canada, devant le Yukon à 17,94 $/h; une hausse à 20,17 $/h entrera en vigueur le 1er septembre 2026) représente environ 3 423 $/mois brut ou 41 080 $/an avant impôts pour un emploi à temps plein. À compter de 2025, le Nunavut applique une formule d'indexation annuelle basée sur l'IPC d'Iqaluit, assurant une révision prévisible chaque année (Gouvernement du Nunavut, Rapport annuel sur le taux de salaire minimum 2025; CFIB, avril 2026).

6.3 CONTRAINTES STRUCTURELLES

6.3.1 Isolement géographique

L'absence de routes intercommunautaires et de lien routier avec le reste du Canada génère des surcoûts dans tous les domaines : transport des marchandises, déplacements professionnels, approvisionnement en matériaux de construction, accès aux soins spécialisés. Cet isolement structure profondément l'économie et le marché du travail.

6.3.2 Gouvernance et capacités institutionnelles

En tant que territoire le plus récent (1999), le Nunavut dispose d'institutions encore en développement. La construction des capacités gouvernementales en ressources humaines qualifiées, en systèmes informatiques, en expertise juridique et technique est un processus long et coûteux qui pèse sur l'efficacité des services publics.

6.3.3 Santé et services sociaux

Le Nunavut fait face à des indicateurs de santé parmi les plus défavorables au Canada : taux de suicide parmi les plus élevés au Canada (Agence de la santé publique du Canada), problèmes d'addiction, violence familiale et maladies respiratoires liées à la surpopulation des logements. Ces défis sociaux affectent directement la participation au marché du travail et la productivité de la main-d'œuvre.



INTERACTIONS ENTRE LES DÉFIS

Il est important de noter que ces défis ne sont pas indépendants. La crise du logement aggrave l'insécurité alimentaire, qui affecte la santé mentale et physique, qui réduit les performances scolaires, qui limite l'accès au marché du travail formel, qui maintient la dépendance à l'assistance sociale. Briser ce cycle nécessite des interventions simultanées et coordonnées sur plusieurs fronts.

7. Francophonie et emploi



7.1 POIDS DÉMOGRAPHIQUE DES FRANCOPHONES

La communauté francophone du Nunavut est petite mais résiliente. Sa trajectoire historique depuis le début des années 1980 jusqu'à aujourd'hui témoigne d'une vitalité remarquable dans un environnement minoritaire.

Indicateur (Recensement 2021)	Données
Pop. pouvant converser en français	1 450 personnes (en baisse de 130 environ vs 2016)
Français comme première langue officielle parlée (PLOP)	1,7 % de la population, environ 630 personnes
Français comme langue maternelle	520 personnes
Population bilingue français-anglais	3,8 % - taux inférieur aux TNO (10,6 %) et Yukon (14,2 %)
Francophones résidant à Iqaluit	Plus de 70 %
Femmes avec français comme PLOP	255 personnes
Enfants (moins de 18 ans) admissibles à l'instruction en français	535 (3,8 % des 14 180 enfants)
Élèves fréquentant ou ayant fréq. une école de langue française	220 (61,1 % des admissibles)
Croissance pop. francophone 2001-2021	+52 %
Évolution 2016-2021	Légère baisse (-130 personnes environ)

Tendance préoccupante : Si la croissance à long terme (2001-2021 : +52 %) est encourageante, la légère diminution entre 2016 et 2021 devrait inquiéter le Carrefour Nunavut et l'ensemble des acteurs de la francophonie nunavummiut. Le poids démographique relatif des francophones tend à diminuer dans le contexte d'une croissance générale de la population du territoire. Cette tendance s'explique en partie par l'insuffisance des services d'accueil et d'intégration pour les nouveaux arrivants francophones.



utilisant le français comme seule première langue officielle parlée en 2021 sont nés au Canada, à l'extérieur du Nunavut

7.1.1 Diversité de la communauté francophone

La communauté francophone du Nunavut est de plus en plus diverse. Si une partie des francophones sont nés au Québec ou dans d'autres provinces, une proportion croissante vient de pays francophones d'Afrique ou d'autres régions du monde. Entre 2016 et 2021, 240 immigrants se sont établis au Nunavut, et les organismes francophones du territoire constatent une tendance à la diversification ethnoculturelle de la communauté.

Environ 7 résidents sur 10 (72,2 %) ayant le français comme seule première langue officielle parlée en 2021 sont nés au Canada, à l'extérieur du Nunavut.

7.2 ACCÈS À L'EMPLOI EN FRANÇAIS

7.2.1 Langue de travail des francophones

Comme mentionné précédemment, 295 travailleurs (2,5 % de la main-d'œuvre) utilisaient le français au moins régulièrement au travail au Nunavut, en 2021, dont seulement 75 (0,6 %) comme langue principale (Statistique Canada, Recensement 2021, produit 89-657-X2023010.

Secteur d'emploi des francophones	Nombre	Part
Administration publique	110	37,3 %
Services d'enseignement	30	10,2 %
Soins de santé et assistance sociale	30	10,2 %
Autres secteurs	125 environ	42,3 %
TOTAL	295	100 %

7.2.2 Contexte légal favorable

Le statut de langue officielle du français au Nunavut crée des obligations légales pour le gouvernement territorial et fédéral en matière de prestation de services en français. La Loi sur les langues officielles du Canada oblige les institutions fédérales à offrir leurs services dans les deux langues officielles là où la demande est significative.

- **Droits à l'instruction en français (art. 23 de la Charte canadienne) :** le gouvernement doit financer l'éducation en français pour les enfants des ayants droit.
- **Services gouvernementaux en français :** dans certains domaines (justice, santé, immigration), le droit aux services en français est garanti.
- **Financement fédéral :** 13,9 M$ alloués pour soutenir les services en français au Nunavut jusqu'en 2028.

7.3 OPPORTUNITÉS ET DÉFIS SPÉCIFIQUES

7.3.1 Opportunités pour les francophones

- **Bilinguisme valorisé dans la fonction publique fédérale :** les postes bilingues (français-anglais) offrent des primes et des conditions avantageuses, et les francophones sont davantage compétitifs pour ces postes.
- **Secteur de l'éducation francophone en croissance :** la CSFN recrute activement des enseignants, directeurs et personnels de soutien.
- **Services communautaires francophones : le Franco-Centre, le Carrefour** Nunavut, le RESEFAN et CFRT 107.3 FM - offrent des emplois dans les domaines culturels, administratif et communautaire
- **Santé et services sociaux en français :** possibilité de servir la communauté francophone tout en travaillant principalement en anglais.
- **Entrepreneuriat :** en l'absence d'offres d'emploi suffisantes, l'entrepreneuriat francophone représente une voie à développer davantage au Nunavut. Le réseau du Carrefour Nunavut regroupe 29 membres offrant des produits et services variés : transport, santé, design graphique et multimédia, services juridiques, vêtements, illustrant la diversité des niches économiques accessibles aux entrepreneurs francophones (FCFA, Carte interactive de la francophonie canadienne, 2024). Le Carrefour Nunavut accompagne les entrepreneurs francophones du territoire depuis l'idée d'affaires jusqu'à la recherche de financement (carrefournunavut.ca).

7.3.2 Défis spécifiques à la communauté francophone

- **Absence de formation postsecondaire en français sur le territoire :** après la 12e année, les jeunes francophones n'ont d'autre choix que de quitter le territoire pour poursuivre leurs études en français, ce qui contribue à



l'affaiblissement du poids démographique francophone.

- **Logement :** comme pour tous les travailleurs au Nunavut, la crise du logement est un obstacle majeur à l'établissement durable. La directrice de la CSFN a explicitement mentionné le logement comme principal défi de recrutement de personnel francophone.
- **Services limités hors Iqaluit** : la concentration des services francophones à Iqaluit limite les options pour les francophones souhaitant travailler dans d'autres communautés.
- Rétention des immigrants francophones : les nouveaux arrivants francophones qui ne reçoivent pas d'appui adéquat à l'installation tendent à repartir rapidement, réduisant l'impact de l'immigration sur le renforcement de la communauté.
- **Travailleurs unilingues français : le Carrefour Nunavut reconnaît que les travailleurs** unilingues français rencontrent des difficultés importantes à s'intégrer au marché du travail nunavummiut, ce qui a conduit l'organisme à mettre sur pied des cours d'anglais pour les nouveaux arrivants (Radio-Canada, juin 2024). La maîtrise de l'anglais est une condition sine qua non pour travailler au Nunavut dans la quasi-totalité des secteurs.
- **Visibilité limitée des données francophones :** l'absence de données désagrégées robustes sur le marché du travail francophone rend difficile le plaidoyer basé sur des preuves.

Données sur l'enjeu de la rétention (Statistique Canada, 2023)

De 2001 à 2021, la population du Nunavut a augmenté de 37 %, tandis que la population francophone a crû de 52 % sur la même période (Statistique Canada, Faits saillants sur la langue française au Nunavut, produit 89-657-X2023010, mai 2023). Ce dynamisme démographique supérieur à la croissance territoriale générale illustre la capacité d'intégration de la communauté francophone dans le tissu social et économique du Nunavut, et souligne la nécessité de renforcer les conditions d'établissement durable pour consolider ces gains.

8. Perspectives et recommandations



8.1 TENDANCES À VENIR

8.1.1 Expansion économique liée aux ressources

Les perspectives économiques du Nunavut pour les 3 à 5 prochaines années sont globalement positives, portées par la progression du secteur minier. Plusieurs projets en développement ou en phase de montée en puissance devraient alimenter la croissance de l'emploi, notamment dans les secteurs des mines, de la construction et du transport.

- Production minière au pic dans les deux prochaines années selon les projections du Conference Board du Canada
- Croissance attendue du secteur de la construction grâce aux investissements dans le logement et les infrastructures
- Développement progressif du tourisme arctique comme source d'emplois diversifiés

8.1.2 Pression démographique et besoins en main-d'œuvre

La population jeune du Nunavut représente un potentiel considérable de main-d'œuvre pour les prochaines décennies. Pour convertir ce potentiel en réalité, des investissements significatifs dans l'éducation et la formation sont nécessaires. Sans ces investissements, le risque est que la croissance économique bénéficie principalement à des travailleurs recrutés hors du territoire, au détriment de la population inuite locale.

8.1.3 Enjeux climatiques

Le changement climatique aura des impacts profonds sur le Nunavut : dégel du pergélisol affectant les infrastructures, modification des habitats fauniques affectant les activités traditionnelles, mais aussi ouverture potentielle de nouvelles routes maritimes et opportunités d'exploration dans des zones précédemment inaccessibles. Ces transformations créeront de nouveaux défis et opportunités pour le marché du travail.



8.2 OPPORTUNITÉS ÉCONOMIQUES

Domaine d'opportunité	Description et potentiel pour les francophones
Mines et ressources	Demande en ingénieurs, techniciens, gestionnaires; bilinguisme un atout pour la coordination avec siège social québécois/francophone (Agnico Eagle, etc.)
Construction et logement	Forte demande à court-moyen terme en raison des investissements massifs dans le logement; opportunité pour les gens de métier francophones bilingues
Éducation francophone	Croissance continue des effectifs scolaires; besoins en enseignants, éducateurs spécialisés, personnel administratif bilingues
Santé et services sociaux	Pénurie chronique; primes et conditions attractives; possibilité de servir la communauté francophone
Administration fédérale	Postes bilingues, avancement possible, stabilité d'emploi; particulièrement à Iqaluit
Services communautaires francophones	Emplois en culture, communication, coordination; développement prévu du nouveau Franco-Centre
Entrepreneuriat nordique	Niche pour des services adaptés à la communauté francophone; accompagnement du Carrefour Nunavut
Tourisme et expédition	Guides bilingues, services d'hébergement, logistique; marché en croissance

Le Nunavut offre plusieurs opportunités économiques concrètes pour les travailleurs francophones bilingues, dans un contexte de croissance soutenue et de pénuries structurelles de main-d'oeuvre. Les secteurs suivants présentent un potentiel particulièrement favorable.



Mines et ressources naturelles

Le secteur minier demeure le moteur économique du territoire. Agnico Eagle, dont les opérations québécoises et la direction sont fortement francophones, opère deux mines dans la région de Kivalliq : le complexe Meadowbank (incluant la mine satellite Amaruq) et Meliadine. Ces deux opérations ont conjointement produit 883 605 onces d'or en 2024 (504 719 onces à Meadowbank et 378 886 onces à Meliadine), employant respectivement 1 831 et 1 558 personnes (Nunatsiaq News, avril 2025, citant Agnico Eagle Mines Ltd.). Selon les plans de l'entreprise, la fermeture de Meadowbank est prévue en 2028 et celle de Meliadine en 2032, bien qu'Agnico Eagle ait indiqué étudier des prolongations possibles. L'entreprise développe parallèlement le projet Hope Bay (région de Kitikmeot), avec une mise en production envisagée pour 2030. Le bilinguisme français-anglais constitue un atout pour les postes de coordination, de gestion et de communication avec les sièges sociaux. Le projet ferroviaire Steensby de Baffinland (5,7 G$) devrait créer 2 250 emplois au pic de construction et 800 à 1 200 emplois permanents, offrant des opportunités pour les gens de métier bilingues.

Source : Nunatsiaq News, avril 2025; CBC News, janvier 2026.



Construction et logement

La Stratégie Nunavut 3 000 (3 000 logements d'ici 2030) et Igluvut Corporation (lancée en octobre 2025, financée à hauteur de 135 M$) génèrent une demande forte et durable en gens de métier qualifiés : charpentiers, électriciens, plombiers, mécaniciens. Ces postes sont accessibles aux travailleurs bilingues recrutés hors territoire, avec des perspectives de rétention durables si les conditions de logement s'améliorent.



Éducation francophone

La Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN) recrute activement des enseignants, directeurs et personnels de soutien. Avec 220 élèves inscrits à l'École des Trois-Soleils (61,1 % des admissibles), les besoins en personnel qualifié bilingue sont constants et croissants. C'est le secteur où le français constitue la langue de travail dominante au Nunavut.



Santé et services sociaux

Le secteur de la santé est chroniquement sous-doté. L'Hôpital général Qikiqtani à Iqaluit recrute régulièrement médecins, infirmiers et professionnels paramédicaux. Les travailleurs francophones bilingues peuvent servir la communauté francophone tout en travaillant principalement en anglais, bénéficiant des primes de rémunération nordiques.



Administration publique fédérale

Les postes désignés bilingues dans la fonction publique fédérale au Nunavut (CanNor, Services aux Autochtones Canada, EDSC, GRC, Pêches et Océans) offrent des avantages salariaux, une progression de carrière et une stabilité d'emploi. Les francophones bilingues sont plus compétitifs pour ces postes et bénéficient de primes de bilinguisme.



Tourisme arctique

Le tourisme arctique est en développement avec un fort potentiel : écotourisme, observation de la faune (narwhal, ours polaire, béluga), randonnée, kayak de mer, culture inuite. Ce secteur crée des opportunités pour des guides bilingues, des professionnels de l'hébergement et des agents de voyages francophones, notamment auprès de la clientèle québécoise et européenne francophone.



Énergies renouvelables et technologies propres

Le gouvernement du Nunavut et le gouvernement fédéral investissent dans la transition énergétique du territoire, encore très dépendant du diesel importé. Des projets solaires, éoliens et de stockage d'énergie sont en développement dans plusieurs communautés. Ces projets créent des besoins en techniciens, ingénieurs et gestionnaires de projet, potentiellement bilingues.

Source : Gouvernement du Nunavut, Stratégie de développement durable de l'énergie (gov.nu.ca).



Services communautaires et organismes francophones

L'écosystème francophone nunavummiut offre des emplois dans les domaines communautaire, culturel et administratif : le Carrefour Nunavut (emploi et formation), RESEFAN (santé en français), CFRT 107.3 FM (radio communautaire francophone, cfrt.ca), Franco-Centre (culture et communauté), CSFN (éducation) et les Petits Naanooks (petite enfance). Ces postes sont accessibles dès la maîtrise du français et d'un niveau fonctionnel d'anglais.



Filière culturelle et artisanale inuite

L'artisanat inuit (sculpture sur pierre, gravure, couture traditionnelle) et la culture inuite représentent un secteur économique à part entière, soutenu par Arctic Co-operatives Limited et plusieurs galeries. Pour les travailleurs francophones, des opportunités existent dans la médiation culturelle, la gestion des galeries et la promotion internationale des arts inuits auprès des marchés francophones.

Secteur	Potentiel pour les francophones bilingues
Mines et ressources	Ingénieurs, techniciens, gestionnaires de projet; bilinguisme atout avec sièges sociaux québécois
Construction et logement	Gens de métier; forte demande court-moyen terme liée aux investissements massifs
Éducation francophone	Enseignants, directeurs, personnel de soutien; seul secteur à prédominance française
Santé et services sociaux	Médecins, infirmiers, travailleurs sociaux; pénurie chronique + primes nordiques
Administration fédérale	Postes bilingues, primes de bilinguisme, avancement, stabilité d'emploi
Tourisme arctique	Guides, hébergement, logistique; marché francophone en croissance
Énergies renouvelables	Techniciens, ingénieurs, chefs de projet; secteur émergent
Services communautaires francophones	Emplois en culture, santé, emploi, radio; accessibles aux bilingues
Filière artisanale inuite	Médiation culturelle, gestion, promotion internationale

8.3 RECOMMANDATIONS STRATÉGIQUES

Sur la base des constats de cette étude, le Carrefour Nunavut est en position de formuler des recommandations auprès des gouvernements territorial et fédéral dans plusieurs domaines clés. Ces recommandations sont présentées par ordre de priorité stratégique

R1 - LOGEMENT - CONDITION PRÉALABLE	
Constat	40,5 % des ménages nunavummiut ont des besoins impérieux en logement (SCHL, 2024). Premier obstacle au recrutement dans tous les secteurs, y compris pour le personnel de la CSFN.
Recommandation	Plaider pour que la Stratégie Nunavut 3 000 et Igluvut Corporation réservent des unités aux travailleurs francophones. Établir un partenariat formel entre le Carrefour Nunavut et la Société d'habitation du Nunavut.
Cible	Gouvernement du Nunavut, Igluvut Corporation, SCHL
Indicateur	Nombre d'unités réservées; taux de rétention du personnel CSFN
R2 - FORMATION POSTSECONDAIRE EN FRANÇAIS	
Constat	Aucune offre diplômante en français après le secondaire. Les jeunes diplômés de l'École des Trois-Soleils quittent le territoire.
Recommandation	Négocier des ententes avec des établissements postsecondaires francophones (U. d'Ottawa, UQAM, U. de Moncton) pour des programmes à distance. Renforcer le Carrefour Nunavut pour des micro-certifications reconnues.
Cible	EDSC, Patrimoine canadien, établissements postsecondaires francophones
Indicateur	Nombre de programmes à distance disponibles; taux de rétention des jeunes francophones
R3 - IMMIGRATION FRANCOPHONE CIBLÉE	
Constat	Seulement 56 immigrants au Nunavut en 2024. Le Carrefour Nunavut accompagne des clients unilingues français dont l'intégration nécessite un appui renforcé (Radio-Canada, juin 2024).
Recommandation	Obtenir un financement accru pour le Carrefour Nunavut pour l'accompagnement à l'installation et à l'emploi. Développer des programmes de jumelage et d'accompagnement pour les nouveaux arrivants.
Cible	EDSC, IRCC, Gouvernement du Nunavut

Indicateur	Nombre d'immigrants francophones accompagnés; taux de rétention après 12 mois

R4 - SERVICES EN FRANÇAIS DANS LE MILIEU DE TRAVAIL	
Constat	Seulement 295 travailleurs (2,5 %) utilisaient le français régulièrement au travail en 2021. Droits linguistiques sous-appliqués.
Recommandation	Plaider pour l'augmentation des postes désignés bilingues dans la fonction publique territoriale. Documenter et diffuser les obligations légales des employeurs.
Cible	Gouvernement du Nunavut, institutions fédérales
Indicateur	Nombre de postes bilingues créés; plaintes linguistiques résolues

R5 - PROGRAMMES DE FORMATION ADAPTÉS	
Constat	39 % de taux de diplomation secondaire; 34 % de la main-d'œuvre provient de l'extérieur; PAPI et Tuglirijavut sous-financés.
Recommandation	Plaider pour un financement accru des programmes de formation inuits (PAPI, Tuglirijavut). Développer des formations techniques courtes accessibles dans les communautés.
Cible	EDSC, CanNor, Gouvernement du Nunavut
Indicateur	Nombre de nunavummiut formés; taux de rétention dans les emplois obtenus

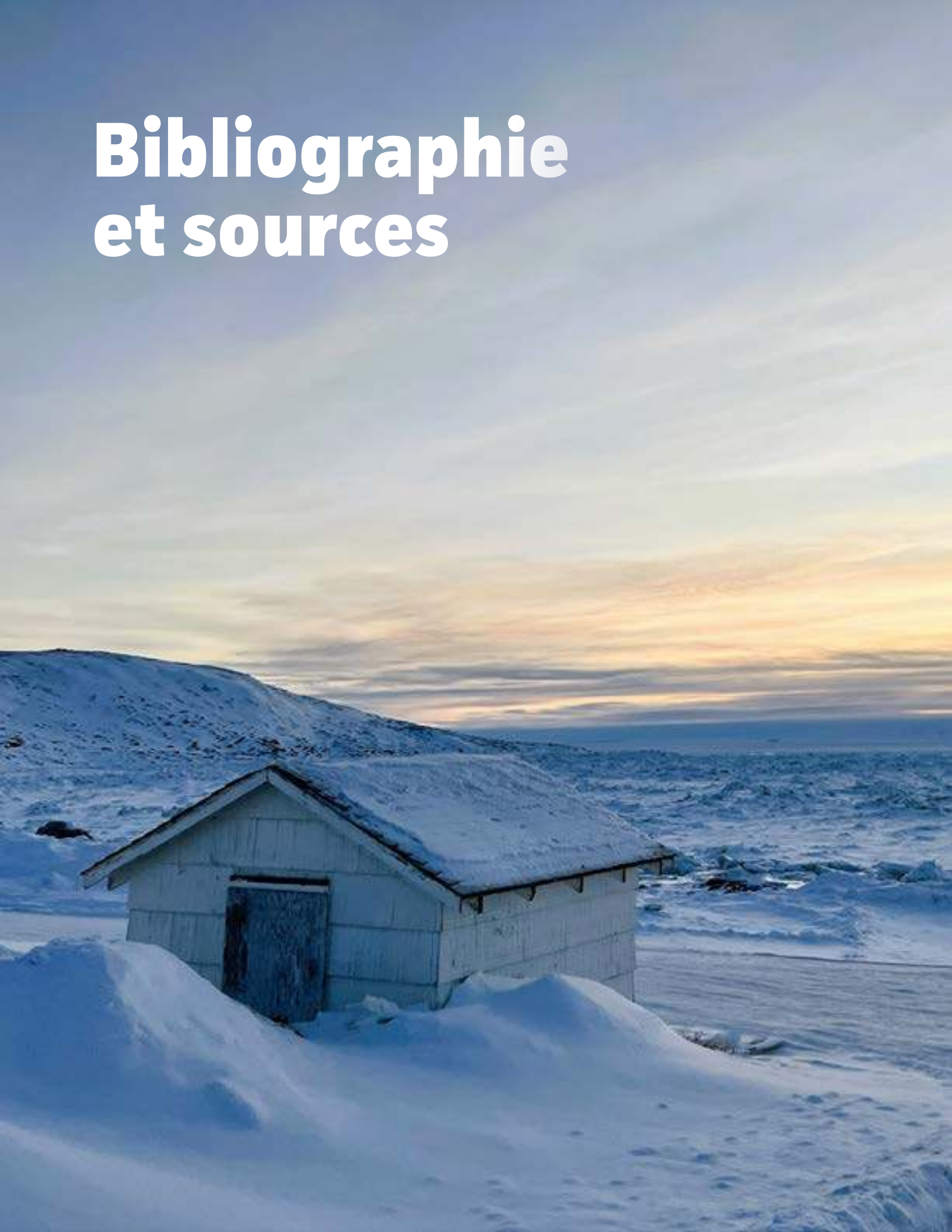
R6 - RÉTENTION DES TRAVAILLEURS QUALIFIÉS	
Constat	Roulement élevé dans les services publics; coûts de recrutement élevés; instabilité institutionnelle.
Recommandation	Développer une stratégie d'accueil et d'intégration pour les travailleurs recrutés hors territoire, incluant un volet logement, orientation culturelle et services en français via le Carrefour Nunavut.
Cible	Gouvernement du Nunavut, employeurs des secteurs en pénurie
Indicateur	Taux de rétention après 3 ans; coûts de recrutement par secteur

R7 - DONNÉES ET RECHERCHE SUR LA FRANCOPHONIE	
Constat	Absence de données désagrégées robustes sur le marché du travail francophone du Nunavut.
Recommandation	Mettre en place un mécanisme annuel de collecte de données sur les usagers des services en français (Carrefour Nunavut, RESEFAN, CSFN, Petits Naanooks, École des Trois-Soleils). Demander à Statistique Canada des données désagrégées.
Cible	Statistique Canada, Patrimoine canadien
Indicateur	Publication annuelle d'un tableau de bord de la francophonie nunavummiut

R8 - DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE FRANCOPHONE

Constat	L'entrepreneuriat francophone est sous-développé malgré un potentiel réel dans les secteurs en croissance (tourisme, services bilingues, construction).
Recommandation	Renforcer les services d'accompagnement entrepreneurial du Carrefour Nunavut. Développer des partenariats avec CanNor et le Réseau RDEE Canada.
Cible	CanNor, EDSC, Réseau RDEE Canada
Indicateur	Nombre d'entreprises francophones créées ou accompagnées; emplois générés

Bibliographie et sources



SOURCES STATISTIQUES OFFICIELLES - STATISTIQUE CANADA

Statistique Canada. (2023). Faits saillants sur la langue française au Nunavut en 2021 (Produit nº 89-657-X2023010). Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/89-657-x2023010-fra.htm Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2022). Profil du recensement, Recensement de la population de 2021 - Nunavut. Gouvernement du Canada. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/prof/index.cfm Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2022). Caractéristiques des peuples autochtones, Recensement 2021 - Nunavut. Gouvernement du Canada. https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/dp-pd/ipp-ppa/index.cfm Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2025, 1er mai). Comptes économiques provinciaux et territoriaux, 2024. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/250501/dq250501a-fra.htm Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2025). Enquête sur l'emploi, la rémunération et les heures de travail (EERH) - Tableau 14-10-0022-01. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410022301 Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2025). Enquête sur la population active (EPA) - Tableau 14-10-0292-01. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1410029201 Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2025, septembre). Indicateurs de la fécondité, provinces et territoires - Tableau 13-10-0418-01. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/t1/tbl1/fr/tv.action?pid=1310041801 Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2026, 19 janvier). Revue annuelle de l'Indice des prix à la consommation, 2025. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/daily-quotidien/260119/dq260119b-fra.htm Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2024). Estimations démographiques annuelles : Canada, provinces et territoires, 2024 (Produit nº 91-215-X). Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca/n1/pub/91-215-x/91-215-x2024001-fra.htm Consulté le 24 mai 2026.

Statistique Canada. (2019). Enquête auprès des peuples autochtones (EAPA), 2017 - Inuits dans l'Inuit Nunangat. Gouvernement du Canada. https://www150.statcan.gc.ca Consulté le 24 mai 2026.

2. SOURCES GOUVERNEMENTALES FÉDÉRALES

Emploi et Développement social Canada / Guichet-Emplois. (2025). Analyse du marché du travail - Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut : 2024. Gouvernement du Canada. https://www.guichetemplois.gc.ca Consulté le 24 mai 2026.

Emploi et Développement social Canada. (2024). Rapport de contrôle de l'assurance-emploi 2024 - Chapitre 1 : Marché du travail. Gouvernement du Canada. https://www.canada.ca Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Canada, CanNor / Pilimmaksaivik. (2022). Centre fédéral d'excellence pour l'emploi des Inuits au Nunavut. https://www.cannor.gc.ca Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Canada, Santé Canada. (2024). Accord Canada-Nunavut pour travailler ensemble pour améliorer les soins de santé (2023-2024 à 2025-2026). https://www.canada.ca/fr/sante-canada/organisation/transparence/ententes-en-matiere-de-sante/priorites-partagees-matiere-sante/accords-bilateraux-travailler-ensemble/nunavut-ensemble-ameliorer-soins.html Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Canada, Bureau de la concurrence. (2025, juin). Précis d'information - Transport aérien nordique. https://www.canada.ca/fr/bureau-concurrence Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Canada, Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC). (2025, février). Nomination d'une représentante spéciale pour l'examen externe de Nutrition Nord Canada - Aluki Kotierk. https://www.canada.ca Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Canada, Comité permanent des affaires autochtones et du Nord (INAN). (2024, mai). Témoignages sur Nutrition Nord Canada. https://www.canada.ca Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Canada, ministère de la Défense nationale. (2025, 6 mars). Carrefours de soutien opérationnel du Nord - Investissement de 2,67 milliards de dollars. https://www.canada.ca Consulté le 24 mai 2026.

3. SOURCES GOUVERNEMENTALES TERRITORIALES

Gouvernement du Nunavut, ministère de la Justice. (2025). Rapport annuel sur le taux de salaire minimum 2024. Assemblée législative du Nunavut. https://assembly.nu.ca Consulté le 24 mai 2026.

Gouvernement du Nunavut. (2025). Budget 2025-2026 - Indicateurs budgétaires et économiques. Iqaluit : Gouvernement du Nunavut. https://www.gov.nu.ca Consulté le 24 mai 2026.

Société d'habitation du Nunavut. (2024). Rapport de progrès Igluliuqatigiingniq / Stratégie Nunavut 3000. https://www.nunavuthousing.ca Consulté le 24 mai 2026.

4. SOURCES INSTITUTIONNELLES ET ACADÉMIQUES

Thompson, A. et Moroz, N. (2024, décembre). Apprendre les uns des autres : Les marchés du travail au Nunavut [Rapport]. Le Conference Board du Canada / Centre des Compétences futures. https://fsc-ccf.ca Consulté le 24 mai 2026.

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). (2024, 25 janvier). Rapport sur le logement dans le Nord 2023 - Iqaluit. https://www.cmhc-schl.gc.ca Consulté le 24 mai 2026.

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). (2020). Rapport sur le logement dans le Nord 2020 - Iqaluit. https://www.cmhc-schl.gc.ca Consulté le 24 mai 2026.

Inuit Tapiriit Kanatami. (2020). Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits. https://www.itk.ca Consulté le 24 mai 2026.

Collège de l'Arctique du Nunavut. (2020). Rapport annuel 2019-2020. https://assembly.nu.ca Consulté le 24 mai 2026.

Fédération des communautés francophones et acadienne du Canada (FCFA). (2024). Carte interactive de la francophonie canadienne - Nunavut. https://cartefrancophonie.ca/nu-nunavut/ Consulté le 24 mai 2026.

Agnico Eagle Mines Limited. (2024, août). Mémoire prébudgétaire fédéral 2025 - Investissements au Nunavut. https://www.ourcommons.ca Consulté le 24 mai 2026.

Inuit Tapiriit Kanatami. (2014). Social Determinants of Inuit Health in Canada. Ottawa : ITK. https://www.itk.ca Consulté le 24 mai 2026.

RBC Économique. (2025, mai). Voyages intérieurs et demande touristique au Canada. Banque Royale du Canada. https://www.rbc.com/economics Consulté le 24 mai 2026.

TD Economics. (2025, juin). Perspectives du tourisme canadien 2025. Groupe Banque TD. https://www.td.com/economics Consulté le 24 mai 2026.

La Presse. (2024, 26 novembre). Des prix exorbitants pour des aliments malgré des subventions fédérales [Article]. https://www.lapresse.ca Consulté le 24 mai 2026. (Utilisé pour documenter le taux de répercussion de la subvention Nutrition Nord Canada aux consommateurs, selon les données de l'Université de Toronto, 2024.)

5. SOURCES MÉDIATIQUES (UTILISÉES UNIQUEMENT POUR DES FAITS NON DISPONIBLES DANS LES SOURCES OFFICIELLES)

Carrefour Nunavut. (2025). Site institutionnel et Guide du Nunavut. https://www.carrefournunavut.ca Consulté le 24 mai 2026.

Radio-Canada. (2024, 22 juin). Le Carrefour Nunavut célèbre ses 15 ans [Reportage]. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/2082030 Consulté le 24 mai 2026. (Utilisé pour documenter les services d'intégration linguistique offerts aux immigrants francophones.)

Radio-Canada. (2025, 2 juillet). Canadian North vendue à Exchange Income Corporation [Reportage]. https://ici.radio-canada.ca Consulté le 24 mai 2026. (Utilisé pour documenter la vente de Canadian North, non encore répertoriée dans les sources officielles au moment de la rédaction.)

Radio-Canada. (2023, avril). La pénurie de personnel entraîne la réduction des soins de santé au Nunavut [Reportage]. https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1971773 Consulté le 24 mai 2026. (Utilisé pour documenter les postes vacants par communauté, données non publiées par le ministère de la Santé du Nunavut.)

CBC News. (2025, 29 mai). Nunavut Housing Corporation responds to Auditor General's report [Article]. https://www.cbc.ca Consulté le 24 mai 2026. (Utilisé pour documenter le rapport du Vérificateur général de mai 2025, non encore disponible sur le site officiel au moment de la rédaction.)

Nunatsiaq News. (2025, avril). Agnico Eagle explores extending life of Meadowbank, Meliadine mines [Article]. https://nunatsiaqnews.com Consulté le 24 mai 2026. (Utilisé pour les données de production 2024 et d'emploi, en attente de publication dans le rapport annuel d'Agnico Eagle.)

Le Nunavoix. (2025, 18 avril). Campagne électorale : quels enjeux prioritaires pour les francophones au Nunavut? https://lenunavoix.ca Consulté le 24 mai 2026. (Journal officiel de la communauté francophone nunavoise - source communautaire de référence.)

Association des francophones du Nunavut (AFN). (2025). Site institutionnel. https://www.afnunavut.ca Consulté le 24 mai 2026.

Annexe

ANNEXE A : TABLEAUX STATISTIQUES DÉTAILLÉS

A1. Indicateurs démographiques clés -Nunavut

Population (1er juill. 2025)	41 830	41,5 M	Stat. Can., 2024
Recensement 2021	36 858		Stat. Can., 2022
Proportion Inuits	85,8 % (31 390 pers.)		Recensement 2021
Densité (hab./km²)	0,02	4,2	Recensement 2021
Âge médian (2024)	26,8 ans	40,3 ans	Guichet-Emplois, 2024
Proportion 0-14 ans (2022)	31 %	16 %	Stat. Can., 2022
Proportion 65 ans et + (2024)	4,8 %	19 %	Stat. Can., 2024
Taux de natalité (2024)	2,34 enf./femme (1er / Canada)	1,25	Stat. Can., sept. 2025
Taille moy. des ménages (2021)	3,6 personnes	2,4 personnes	Recensement 2021
Immigrants (2024)	56		Guichet-Emplois, 2024

Note : « - » signifie donnée non comparable ou non disponible à ce niveau de désagrégation.

A2. Évolution de la population du Nunavut (2011-2025)

Recensement 2011	31 906	-	Stat. Can.
Recensement 2016	35 944	+12,7 %	Stat. Can.
Recensement 2021	36 858	+2,5 %	Stat. Can.
Estimation 2022	37 682	+2,2 %	Guichet-Emplois
Estimation 2023	40 700	+8,0 %	Guichet-Emplois
Estimation 2024	41 830	+1,1 %	Stat. Can., 2024
Estimation T2 2025	41 830	+1,6 % vs 2024	Stat. Can., 2025

A3. Indicateurs du marché du travail - Nunavut vs Canada (2021-2025)

Taux de chômage - moy. ann. 2023	13,2 %	5,4 %	EPA 2023
Taux d'activité - moy. ann. 2023	62,1 %	65,6 %	EPA 2023
Taux d'emploi - Inuits (2021)	40,3 %	84,6 % (non-Auto. Nunavut)	Recensement 2021
Taux de chômage Inuits (2021)	22,3 %	3,1 % (non-Auto. Nunavut)	Recensement 2021
Inuits dans la fonction publique (2021)	57 % (objectif : 84 %)	-	EFGN 2021
Rémunération hebdom. moy. (déc. 2025)	1 911,61 $/sem. (1er/Canada)	1 271,62 $/sem.	EERH, déc. 2025
Salaire minimum (mai 2026)	19,75 $/h (1er/ Canada); 20,17 $/h dès le 1er sept. 2026	Variable	Gouv. Nunavut, 2025
Emplois totaux (2023-2024)	14 300 (+2,1 %)		Guichet-Emplois, 2024
Main-d'oeuvre provenant de l'extérieur du territoire (2019)	34 % (vs 19 % en 2008)		Thompson & Moroz, 2024
Besoins impérieux en logement (2021)	40,5 % des ménages (1er/Canada)		SCHL, 2024

A4. Niveau de scolarité - Nunavut vs Canada (population 25-64 ans, 2021)

Aucun diplôme (25-64 ans)	45 %	10 %	Recensement 2021
Taux de diplomation secondaire (2017-18)	39 % (dernier rang Canada)	88 %	Bureau stat. Nunavut
Grade universitaire (25-64 ans)	16 %	36 %	Recensement 2021
Taux de chômage 15-24 ans (2021)	27,7 %	19,5 %	Recensement 2021
Étudiants - Collège de l'Arctique (2019-20)	744 (>90 % Inuits)		Collège Arctique, 2020

A5. Indicateurs du coût de la vie au Nunavut

IPC annuel moyen 2024 (Iqaluit)	+1,6 %	+2,4 % (Canada 2024)	Gouv. Nunavut, 2024
Loyer moy. 2 chambres Iqaluit (2020)	2 736 $/mois	Données 2020 (+ récentes dispo.)	SCHL, 2020
Oeufs 18 gros Kinngait (fév. 2024)	7,99 $ (avec NNC) / >14 $ sans	Non comparable	Comité INAN, mai 2024
Lait 4 L Igloolik	5,69 $ (avec NNC) / >42 $ sans	-	Comité INAN, mai 2024
Budget annuel Nutrition Nord Canada	144,8 M$ (2024-2025)	+5 %/an environ	NNC, 2024
Répercussion NNC aux consommateurs	Environ 0,67 $	Objectif : 1,00 $	U. de Toronto, 2024

Note : Tous les prix alimentaires proviennent de témoignages devant le Comité INAN (mai 2024) et peuvent varier selon les communautés et les saisons.

ANNEXE B CARTES ET VISUALISATIONS

Cette annexe recense les visualisations cartographiques et graphiques recommandées pour accompagner l'étude. Les cartes et graphiques ci-dessous peuvent être produits à partir des sources indiquées dans les notes, ou commandés auprès de Statistique Canada ou du Bureau des statistiques du Nunavut.

B1. Carte des 25 communautés du Nunavut

Carte géographique des trois régions administratives (Qikiqtaaluk, Kivalliq, Kitikmeot) et des 25 communautés, avec indication de la population de chaque communauté selon le Recensement 2021.

Source : Statistics Canada / Natural Resources Canada — Boundary Files (bnd), 2021. www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021/geo/maps-cartes

B2. Carte des sites miniers actifs (2024-2026)

Localisation des mines en exploitation (Agnico Eagle Meadowbank/Amaruq, Agnico Eagle Meliadine, Baffinland Mine Mary River) et des projets en développement (Baffinland Steensby, Back River d'Anuri).

Source : Gouvernement du Nunavut, ministère de l'Environnement; Nunavut Resource Development Secretariat. gov.nu.ca/environment/information/mines-and-quarries

B3. Graphique Évolution de la population francophone (2001-2021)

Histogramme comparant la population francophone (PLOP) aux recensements 2001, 2006, 2011, 2016 et 2021, avec indication de la croissance de +52 % sur la période.

Source : Statistique Canada, Faits saillants sur la langue française au Nunavut (produit 89-657-X2023010), 2023. www150.statcan.gc.ca/n1/pub/89-657-x/89-657-x2023010-fra.htm

B4. Graphique Comparaison des taux d'emploi : Inuits vs non-Autochtones (2021)

Diagramme en barres comparant les taux d'activité, d'emploi et de chômage entre la population inuite et la population non autochtone résidant au Nunavut (données du Recensement 2021).

Source : Statistique Canada, Recensement 2021; Thompson et Moroz, Conference Board du Canada, 2024. www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2021

B5. Carte des besoins impérieux en logement par région

Représentation cartographique du taux de ménages ayant des besoins impérieux en logement dans les communautés du Nunavut, selon les données de la SCHL et du Recensement 2021.

Source : SCHL, Rapport sur le logement dans le Nord, 2024; Statistique Canada, Recensement 2021. www.cmhc-schl.gc.ca/fr/professionnels/marche-du-logement-donnees-et-recherche/rapports-sur-le-logement

B6. Graphique Répartition de l'emploi par secteur au Nunavut

Diagramme circulaire ou en barres illustrant la structure de l'emploi par secteur : administration publique (32 %), services d'enseignement (12 %), soins de santé (10 %), mines et ressources, construction, commerce et autres services.

Source : Thompson et Moroz, Conference Board du Canada, 2024, p. 8; Guichet-Emplois, 2024. fsc-ccf.ca

B7. Tableau de bord Francophonie au Nunavut

Carte interactive de la francophonie canadienne incluant le Nunavut, répertoriant les organismes francophones, les effectifs scolaires et les services disponibles.

Source : Fédération des communautés francophones et acadienne (FCFA), Carte interactive 2024. cartefrancophonie.ca/nu-nunavut

Pour accéder aux outils cartographiques interactifs de Statistique Canada : www150.statcan.gc.ca/n1/pub/71-607-x/71-607-x2018013-fra.htm

ANNEXE C GLOSSAIRE

Les définitions suivantes s'appliquent aux termes utilisés dans cette étude, tels que définis par Statistique Canada, le gouvernement du Nunavut et les organismes francophones concernés.

Accord du Nunavut (1993)	Accord signé entre le gouvernement fédéral et les Inuits du Nunavut, entré en vigueur le 9 juillet 1993. Établit les droits des Inuits sur les terres et les ressources, crée le gouvernement du Nunavut (1999), et impose à l'Article 23 un objectif de représentation proportionnelle des Inuits dans la fonction publique (objectif : 84 %)
Accord du Nunavut - Article 23	Disposition de l'Accord du Nunavut exigeant que la composition des institutions gouvernementales du Nunavut reflète le pourcentage d'Inuits dans la population. L'objectif de 84 % d'employés inuits dans la fonction publique n'est pas encore atteint (57 % selon l'EFGN 2021).
Besoins impérieux en matière de logement	Situation où un ménage vit dans un logement qui ne satisfait pas aux normes d'acceptabilité (condition, taille adéquate) et dont le coût dépasse 30 % du revenu avant impôts. Indicateur clé utilisée par la SCHL. Au Nunavut, 40,5 % des ménages vivaient dans cette situation en 2021, le taux le plus élevé au Canada.
CLOSM Communauté de langue officielle en situation minoritaire	Communauté dont la langue officielle (français ou anglais) est minoritaire dans la province ou le territoire où elle vit. Les francophones du Nunavut sont une CLOSM. Terme utilisé par Patrimoine canadien et EDSC pour la désignation des programmes de financement
Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN)	Seule commission scolaire de langue française au Nunavut. Gère l'École des Trois-Soleils à Iqaluit, qui offre un enseignement de la maternelle à la 12e année. Financée par le gouvernement du Nunavut et Patrimoine canadien. Recrute activement des enseignants francophones
Économie mixte	Terme utilisé par Thompson et Moroz (Conference Board du Canada, 2024) pour désigner l'économie du Nunavut, qui combine revenus d'emploi salarial et activités traditionnelles inuites (chasse, pêche, artisanat). L'économie de récolte est estimée à environ 40 M$/an et échappe aux statistiques officielles du marché du travail.

Emploi et Développement social Canada (EDSC)	Ministère fédéral responsable des politiques d'emploi, de formation professionnelle et de sécurité sociale. Finance le Carrefour Nunavut via le Fonds d'habilitation pour les CLOSM. Publie l'analyse du marché du travail des territoires via le Guichet-Emplois.
Entente sur les répercussions et les avantages (ERA)	Accord entre une entreprise extractive et les organisations inuites concernées (NTI, associations régionales), exigé par l'Accord du Nunavut pour les projets miniers. Inclut des objectifs d'embauche inuite, des programmes de formation et des mécanismes de partage des bénéfices.
Enquête sur la population active (EPA)	Enquête mensuelle de Statistique Canada mesurant le taux d'activité, le taux d'emploi et le taux de chômage. Pour les territoires, les données sont publiées sur une base combinée (Nunavut, TNO, Yukon), tableau 14-10-0292-01. Les données désagrégées pour le Nunavut seul ont une marge d'erreur plus élevée.
Fly-in fly-out (FIFO)	Mode de travail par rotation dans lequel les travailleurs sont transportés par avion entre leur lieu de résidence (généralement dans le sud du Canada) et leur lieu de travail (mine, chantier de construction). En 2019, 82 % des travailleurs du secteur minier et 61 % de ceux de la construction au Nunavut étaient des travailleurs FIFO (Thompson et Moroz, 2024).
Francophone définition opérationnelle	Dans cette étude, désigne toute personne dont le français est la première langue officielle parlée (PLOP), conformément à la définition de Statistique Canada pour les CLOSM. La PLOP est calculée à partir des données sur la langue maternelle et la connaissance des langues officielles. Elle donne une estimation de 630 personnes francophones au Nunavut en 2021.
Inuit Qaujimajatuqangit (IQ)	Terme inuktitut signifiant « ce que les Inuits ont toujours su ». Désigne l'ensemble des savoirs traditionnels, des valeurs et des modes de connaissance inuits. Intégré dans les approches pédagogiques et les politiques gouvernementales du Nunavut comme cadre culturel essentiel.

Inuit Tapiriit Kanatami (ITK)	Organisation nationale représentant les Inuits du Canada (Nunavut, Nunavik, Nunatsiavut et Inuvialuit). Interlocuteur clé du gouvernement fédéral sur les enjeux inuits. Publie des études sur les déterminants sociaux de la santé et les conditions de vie des Inuits.
Inuktitut	Langue inuite officielle du Nunavut. Langue maternelle d'environ 84 % de la population. Coexiste avec l'inuinnaqtun (variante dialectale de la région de Kitikmeot), l'anglais et le français comme langues officielles du territoire.
Nunavummiut	Terme inuktitut désignant les habitants du Nunavut (sing. : Nunavummiuq). Utilisé dans les documents officiels du gouvernement du Nunavut pour désigner l'ensemble de la population du territoire, quelle que soit son origine.
Nutrition Nord Canada (NNC)	Programme fédéral subventionnant le transport des aliments et d'autres produits essentiels vers les communautés nordiques isolées. Budget 2024-2025 : 144,8 M$. Géré par Relations Couronne-Autochtones et Affaires du Nord Canada (RCAANC). Soumis à un examen externe en 2025 (Aluki Kotierk, représentante spéciale).
Nunavut Tunngavik Inc. (NTI)	Organisation inuite représentant les Inuits du Nunavut signataires de l'Accord du Nunavut. Responsable de la mise en oeuvre de l'Accord, notamment de l'Article 23 sur la représentation inuite dans la fonction publique et de la supervision des ERA avec les entreprises extractives.
PAPI **Programme sur l'apprentissage et le perfectionnement des Inuits**	Programme de formation de 16 mois géré par le Centre fédéral d'excellence Pilimmaksaivik, offrant aux Inuits du Nunavut une préparation à l'emploi dans la fonction publique fédérale, avec quatre affectations de 4 mois dans différents ministères. Vise à réduire l'écart entre l'objectif de 84 % et la réalité actuelle (57 %).

PLOP - Première langue officielle parlée	Indicateur statistique utilisé par Statistique Canada pour estimer la taille des communautés francophones et anglophones en situation minoritaire. Calculé à partir des données sur la langue maternelle et la connaissance des langues officielles. Donne une estimation de 630 francophones au Nunavut (2021).
PIB réel	Produit intérieur brut calculé à prix constants, permettant de mesurer la croissance économique en éliminant l'effet de l'inflation. Au Nunavut, le PIB réel a progressé de 6,9 % en 2024, la plus forte hausse au Canada selon les Comptes économiques provinciaux et territoriaux de Statistique Canada (6 novembre 2025)
Taux d'activité	Proportion de la population en âge de travailler (15 ans et plus) qui est soit en emploi, soit en recherche active d'emploi. Au Nunavut : 62,1 % (2023); chez les Inuits : 51,9 % (2021). Source : EPA, tableau 14-10-0292-01.
Taux de chômage	Proportion des personnes actives (en emploi ou cherchant activement du travail) qui sont sans emploi. Ne reflète pas les personnes découragées qui ont cessé de chercher du travail. Au Nunavut : 13,2 % (2023, moy. annuelle); chez les Inuits : 22,3 % (2021). Source : EPA; Recensement 2021.
Travailleur hors territoire	Travailleur dont la résidence principale est à l'extérieur du Nunavut mais qui y travaille, notamment en mode FIFO dans les mines. En 2019, ces travailleurs représentaient 34 % de la main-d'oeuvre totale du Nunavut et captaient 37 % des revenus d'emploi générés sur le territoire (Thompson et Moroz, 2024).

ANNEXE D ORGANISMES FRANCOPHONES DU NUNAVUT

Le tableau ci-dessous recense les principaux organismes francophones opérant au Nunavut au moment de la rédaction de l'étude (mars-avril 2026). Ces organismes constituent l'écosystème institutionnel francophone du territoire et sont des partenaires stratégiques pour le Carrefour Nunavut.

D1. Organismes de services à l'emploi et d'intégration

Carrefour Nunavut	Employabilité Immigration Entrepreneuriat Tourisme	Services d'employabilité en français : aide à la recherche d'emploi, formation linguistique (français et anglais), cercles de conversation, accompagnement entrepreneurial. 29 membres. Financé en partie par EDSC.	www.carrefournunavut.ca Iqaluit
Centre de formation Qaujimaniq (CFQ)	Formation linguistique	Formation linguistique et communautaire en français. Complément aux services du Carrefour Nunavut pour les apprenants adultes.	Iqaluit (via AFN)

D2. Éducation

Commission scolaire francophone du Nunavut (CSFN)	Éducation M-12	Seule commission scolaire de langue française au Nunavut. Gère l'École des Trois-Soleils (Iqaluit, M-12). Recrute activement enseignants et personnel de soutien. 220 élèves inscrits (2021).	csfn.nu.ca, Iqalui
École des Trois-Soleils (CSFN)	École M-12	Seule école d'enseignement en français au Nunavut. Situé à Iqaluit. Diplômés du secondaire doivent quitter le territoire pour poursuivre en français.	Iqaluit Via CSFN
Les Petits Naanooks	Petite enfance	Services de garde et d'éveil en français pour les enfants francophones du Nunavut. Contribue à la rétention des familles francophones.	Iqaluit

D3. Santé et services sociaux en français

RESEFAN **Réseau santé en français au Nunavut**	Santé	Organisme offrant des services de santé en français, soutien aux patients francophones et promotion de la santé dans la communauté francophone. Partenaire stratégique du Carrefour Nunavut.	Iqaluit

D4. Culture, médias et vie communautaire

Franco-Centre	Culture et communauté	Centre communautaire francophone d'Iqaluit. Offre des activités culturelles, sociales et récréatives pour la communauté francophone. En développement (nouveau centre prévu).	Iqaluit
CFRT 107.3 FM	Radio communautaire	Radio communautaire francophone du Nunavut. Diffuse des émissions en français depuis Iqaluit. Seule station radiophonique francophone du territoire. Employeur francophone.	cfrt.ca | Iqaluit
Le Nunavoix	Média / Journal	Journal officiel de la communauté francophone du Nunavut. Publication communautaire de référence. Couvre les enjeux politiques, sociaux et culturels de la francophonie Nunavummiut.	lenunavoix.ca
Association des francophones du Nunavut (AFN)	Représentation	Organisme porte-parole de la communauté francophone du Nunavut. Représente les intérêts des francophones auprès des gouvernements territorial et fédéral. Membre de la Fédération des CLOSM	afnunavut.ca | Iqaluit

D5. Programmes fédéraux pertinents pour les organismes francophones du Nunavut

Fonds d'habilitation CLOSM **Programme des langues officielles dans l'enseignement (PLOE)**	EDSC PCH	Financement principal du Carrefour Nunavut pour les services d'employabilité en français. Soutient la CSFN et l'École des Trois-Soleils. Finance les enseignants et le développement pédagogique.
Programme de soutien aux langues officielles (PSLO)	PCH	Soutient les activités du Carrefour Nunavut, RESEFAN, Franco-Centre et CFRT.
Services d'aide à l'adaptation (SAA)	IRCC	Le Carrefour Nunavut peut être mandataire pour l'intégration des immigrants francophones.
Stratégie emploi et compétences jeunesse (SECJ)	EDSC	Finance des placements pour les jeunes francophones Nunavummiut de 15-30 ans via le Carrefour Nunavut.
Entente Canada-Nunavut sur les services en français	PCH / Gouv. NU	13,9 M$ (2025-2028) pour les services en français au Nunavut, incluant formation et employabilité.

Note : PCH = Patrimoine canadien; EDSC = Emploi et Développement social Canada; IRCC = Immigration, Réfugiés et Citoyenneté Canada; CLOSM = Communauté de langue officielle en situation minoritaire.



Cette étude a été réalisée par le Carrefour Nunavut grâce au soutien financier d'Emploi et Développement social Canada, dans le cadre du Fonds d'habilitation pour les communautés de langue officielle en situation minoritaire – Volet de Services d'aide à l'emploi. ISUNA Creative and Services Inc. a accompagné le Carrefour Nunavut dans la recherche documentaire, la collecte et l'analyse de l'information, la rédaction des contenus, la révision, la correction linguistique ainsi que la conception graphique et la mise en page de l'étude.

Contact : services@isunacreative.ca



Carrefour
NUNAVUT

Votre partenaire en développement économique

www.carrefournunavut.ca
information@carrefournunavut.ca
867 979-2800
723 Iglulik Drive, Iqaluit (Nunavut) X0A 3H0

Étude réalisée par le Carrefour Nunavut avec le soutien financier d'Emploi et Développement social Canada, dans le cadre du FH-CLOSM – Volet de Services d'aide à l'emploi.

Employment and Social Development Canada
Emploi et Développement social Canada